

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel

janvier - avril

2 0 1 6

N° 17

LA LETTRE DE L'IRMC

Sommaire

2 Editorial

3 Axes de recherches

- *Protestations dans les régimes autoritaires, de la résistance quotidienne jusqu'aux soulèvements populaires : la Tunisie et la Tchécoslovaquie dans la décennie avant la révolution*, par Zuzana HUDÁKOVÁ
- *La société civile tunisienne postrévolutionnaire : Un chemin tortueux entre intégration internationale et activisme local*, par Ester SIGILLÒ
- *Politisation et émancipation après la révolution. Le cas de deux associations féministes de Tozeur*, par Pierre TAINURIER

15 Programmes de recherche

- *Citoyennetés locales au Maghreb. Les perspectives de la longue durée*, par Isabelle GRANGAUD et Sami BERGAOUI
- *Observatoire des migrations libyennes en Tunisie*, par : Karima DIRECHE, Olivier PLIEZ, Mohamed KRIAA, Hassan BOUBAKRI et Lorena LANDO.

18 Comptes-rendus d'activités

- *Représentation de la justice et du bien commun*, par Imed MELLITI et Hayet MOUSSA
- *Du savoir-faire au faire-savoir*, par Romain COSTA

22 Bibliothèque de l'IRMC

26 Veille scientifique - IRMC



Karima DIRÈCHE



Directrice de l'IRMC
Directrice de recherches
au CNRS en histoire
contemporaine

direction@irmcmaghreb.org

Les étudiants européens sont de plus en plus nombreux à se rendre en Tunisie pour y réaliser des séjours d'étude et pour s'exercer à des terrains d'enquête dans le cadre de leur master et de leur doctorat. La transition tunisienne n'en finit pas d'interroger et d'intriguer les jeunes chercheurs venus de l'autre côté de la Méditerranée. Dans ce cadre, l'IRMC représente un espace institutionnel qui leur assure, le temps de leur séjour, un accueil scientifique et un accompagnement à la recherche et à la documentation. Cette

Lettre témoigne de quelques uns des travaux effectués et de leurs retours d'enquête qui s'inscrivent dans la sociologie politique de la Tunisie post-révolutionnaire. Les problématiques sont innovantes et mobilisent les approches comparées, les différentes échelles et des monographies stimulantes.

les activités de l'IRMC s'adosent également à de nouveaux programmes de recherche et à de nouvelles perspectives de travail. Le programme d'Isabelle Grangaud, chercheuse affectée en septembre 2015, ouvre une réflexion sur les citoyennetés locales au Maghreb dans des perspectives de la longue durée et invite au dialogue interdisciplinaire. Tandis que l'observatoire des migrations libyennes en Tunisie interroge des migrations politiques sud/sud dans un contexte géo-politique de faillite de l'Etat et de guerre civile.

La formation doctorale demeure une des activités les plus dynamiques de l'IRMC surtout quand elle s'adosse directement à un des programmes de

recherche de l'institut. Le compte-rendu du séminaire doctoral consacré à l'enquête sociologique qualitative a montré toutes les qualités pédagogiques liées aux "ficelles du métiers" du sociologue.

L'activité éditoriale de l'IRMC a été mise à l'honneur au Salon International du Livre d'Alger, Au Maghreb des Livres et au Salon international du livre de Tunis. Les ouvrages publiés par l'institut ont gagné en visibilité et offrent une photographie de la recherche au Maghreb telle qu'elle est réalisée ces dernières années.

Enfin, l'IRMC assure depuis près de deux ans une veille scientifique en rassemblant les appels d'offre concernant les bourses, allocations, recrutements, soutiens, postes à pourvoir par différentes institutions de recherche et ministères français et européens. Une veille précieuse dont les résultats sont offerts aux chercheurs et aux apprentis chercheurs.

Karima Dirèche

Directrice de l'IRMC

L ' I R M C

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un Comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : anthropologie, démographie, droit, économie, études urbaines, géographie, histoire, sciences politiques, sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie, sociologie. Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires internationaux et des conférences. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa Bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, doctorants, étudiants, boursiers et stagiaires étrangers. Elle permet la consultation sur place de livres et de revues spécialisées (plus de 29000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une cinquantaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs (dont sa publication annuelle *Maghreb et sciences sociales*).

Directrice : Karima Dirèche

Équipe de recherche permanente : Alia Gana, Eric Gobe, Isabelle Grangaud, Sonia Hasnia Missaoui, Jérôme Heurtaux, Enrique Klaus, Imed Melliti.

Doctorants IRMC : Sarah Adjel, Aymen Belhadj, Nessim Znaïen.

Chercheurs associés : Myriam Achour-Kallel, Marta Arena, Saïda Benchikh, Kmar Bendana, Sarah Ben Nefissa, Mohamed-Ali Berhouma, Katia Boissevain, Hassan Boubakri, Jean-Pierre Cassarino, Laurent Beurdeley, Condine Raymond, Sylvie Daviet, Sonia El Amdouni, Mohamed Chérif Ferjani, Aïda Fitouri, Abdelhamid Henia, Olivier Koch, Monia Lachheb, Houda Laroussi, Khaoula Matri, Aïssa Merah, Sihem Najar, Olivier Pliez, Stéphanie Pouessel, Yasmina Touaïbia, Khaled Zarrouk.

Doctorants associés : Maha Abdelhamid, Ahmed Moez, Ophélie Arrouès-Ben Selma, Alexis Artaud de la Ferrière, Chirine Ben Abdallah, Hend Ben Othman-Bacha, Marie-Pierre Bouthier, Irène Carpentier, Bruno Cournoyer Paquin, Damiano De Facci, Quentin Deforge, Belghith Derouiche, Mathilde Fautras, Imen Hafsaoui, Rym Halouès-Ghorbel, Zuzana Hudakova, Sofien Jaballah, Emna Khemiri, Aroua Labidi, Nawel Laroui, Djaouida Lassell, Madeleine Löning, Chiara Loschi, Marie Pierre-Bouthier, Eva Schmidt, Ester Sigillò, Joseph Désiré Somi, Pierre Tainturier.

Protestations dans les régimes autoritaires, de la résistance quotidienne jusqu'aux soulèvements populaires : la Tunisie et la Tchécoslovaquie dans la décennie avant la révolution

Zuzana HUDÁKOVÁ



Doctorante en science politique/rerelations internationales à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève.
Doctorante associée à l'IRMC.

zuzana.hudakova@graduateinstitute.ch

Although protests are relatively rare in authoritarian regimes, they not only periodically occur but occasionally also bring down well-entrenched regimes with relative ease and in short periods of time. This was the case during the 1989 revolutions in Central and Eastern Europe as well as during the recent wave of Arab uprisings that spread throughout the region in 2011. In both cases, the political and academic community, as well as the people and activists themselves, were caught by surprise by the emergence and

success of popular protests. This raises the question of why popular challenges to authoritarian regimes seem to appear so suddenly and what leads to the inaccurate assessment of the regimes' strength and stability.

In order to address this puzzle, my doctoral research examines the variety of protest in authoritarian settings and regime vulnerability to contestation from below. I focus primarily on forms of protest short of collective action since authoritarian



© tixup.com



© edenia.be

regimes – characterized by high levels of repression, severe limits on citizens' liberties, and limited institutional access – disrupt regular patterns of communication and association between people, which presents substantial challenges for the emergence of organized, collective protest. Moreover, I argue that in these settings, such overwhelmingly personal, fragmented, and uncoordinated “everyday forms of resistance”¹ not only form the thrust of protest but also carry a stronger political dimension than in politically open regimes due to authoritarian states' tendency to blur the public-private distinction, effectively “politicizing” private life. The importance of these forms of protest is generally overlooked by the standard approaches because they tend to analyze regime stability, rather than



© etapes.com

vulnerability, and focus primarily on challenges from above (from the different aspects of the security apparatus or the relevant elites) and the various strategies of co-optation to ensure their loyalty. As a result, these approaches are insensitive to the variety of ways in which people routinely resist authoritarian regimes and their policies despite repression, as well as the impact such actions can have on their own or as the basis for future collective challenges to the regime.

To this end, my dissertation presents a comparative analysis of protest in Tunisia and Czechoslovakia in the decade before their respective revolutions. In the relatively recent period in Tunisia (2000-2011), I rely primarily on semi-structured interviews with different types of actors, exploring different forms of protest and state's practices of control from the interlocutors' points of view. In the more historical case of Czechoslovakia (1980-1989), I rely mostly on archival research

of Secret police documents that reveal the logic of repressive state practices as well as specific instances of political transgressions captured in these reports. While each case employs a different perspective, both exemplify the subversive potential of the micro-practices of resistance in authoritarian settings as well as various mechanisms of protest spread and transformation. The different time periods and geographical locations also help to break the prevalent regional studies approach to authoritarianism and examine the common logic of authoritarian regimes, while paying attention to the different ways in which these regimes maintained power and the multitude of ways in which their citizens routinely resisted these practices, albeit in largely unorganized, individual manner. While these findings cannot be generalized to all authoritarian regimes, they present a first step in creating a unified framework of analysis of the two types of protest that have so far been studied separately and in bringing together insights from different literatures in political science and sociology to produce a better understanding of the nature and impact of protest in authoritarian regimes.

¹ Introduced by Scott (1985), See also Bayat (2010), and Johnston (2011).



© lefigaro.fr

Bibliography

- Bayat A., (2010), *Life as Politics : How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press.
- Johnston H., (2011), *States and Social Movements*, Cambridge, Polity Press.
- Scott J., (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.

La société civile tunisienne postrévolutionnaire : un chemin tortueux entre intégration internationale et activisme local

Ester SIGILLÒ



Doctorante à l'Institut
des sciences
humaines et sociales,
Scuola Normale
Superiore, doctorante
associée à l'IRMC..

ester.sigillo@sns.it

Depuis la chute du régime de Zine Al-Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011, on assiste à une libéralisation des droits civils et politiques, qui a engendré un tissu associatif très dynamique dans le territoire tunisien. En effet la nouvelle loi de 2011 sur la création des associations (Décret-loi 88) a permis la simplification des modalités administratives, en rendant effectif le régime de la déclaration comme fondement d'existence de l'association. Durant l'année 2011, la Tunisie enregistre la création de près de 2000 nouvelles associations dont environ 700 après les élections du 23 octobre 2011, alors qu'elle en comptait 9600 en 2010 (IFEDA)¹. Il s'agit là d'un véritable boom associatif.

Après la chute du régime le concept de « société civile » fait irruption dans une scène sociopolitique renouvelée, où les associations locales sont devenues les acteurs principaux au cœur du processus de transition. Ainsi elles s'emparent de tous les sujets qui suscitent le débat dans la Tunisie postrévolutionnaire : droits humains, égalité de genre, démocratie et citoyenneté, liberté d'expression, développement social et solidarité, action humanitaire, développement local, protection de l'environnement et développement durable, transparence et lutte contre la corruption, bonne

gouvernance, etc. Dans ce contexte de vibrante dynamique associative, on peut considérer la Tunisie comme un intéressant laboratoire social. Il s'agit de s'interroger sur la capacité des associations tunisiennes à s'organiser dans l'espace public pour contribuer au développement social dans la phase de la transition démocratique.

L'effervescence associative a, à son tour, généré des nouvelles opportunités internationales, soit à travers une pénétration massive des acteurs internationaux (l'action des bailleurs de fonds de soutien à la société civile), soit à travers une facilitation de la coopération transnationale entre différentes associations (partenariats). La question de la dimension internationale, lorsque l'on s'intéresse à un contexte local, est l'objet

(*development studies*) s'est souvent concentrée sur les dimensions plutôt techniques de ces rapports, en minimisant les conséquences sociales à l'échelle locale. La théorie des mouvements sociaux, de son côté, a rarement pris en compte l'importance des liens avec l'international dans la définition de l'activisme local.

Notre analyse cherche à combler ce manque en partant d'une littérature qui pose l'accent sur le risque de créer une forme de dépendance des acteurs locaux à l'international, pouvant causer à son tour une atomisation et une fragmentation de la scène associative. Les bailleurs de fonds classiques ont ainsi une approche plutôt sélective qui pose des barrières pour les associations qui ne possèdent pas l'expertise nécessaire pour répondre aux



© theguardian.com (Photographe : Sondos Belhassen)

de nombreux débats. La majorité des travaux académiques sur les rapports entre acteurs locaux et internationaux

appels d'offre, en aggravant les inégalités socio-économiques du tissu social. De plus, en Tunisie, le clivage entre

Axes de recherches

moderniste et associations à référence religieuse présent au sein de la société civile locale, peut être accentué par l'approche sélective de bailleurs de fonds dans leurs choix des bénéficiaires. Notre recherche tente d'approfondir les différents types des liens internationaux établis par les associations, avec l'objectif de vérifier s'il y a des variations au niveau local par rapport au type d'engagement international. Cette approche permettrait d'éviter une analyse strictement verticale en considérant aussi les stratégies de partenariat international des associations locales.

nouvelle société civile locale et de cerner la dynamique de diversification sociale de celle-ci. L'hypothèse de travail est que le type d'interaction avec l'international est à l'origine de la différenciation sociale de l'activisme. Pour cela on cherchera à comprendre la diversité des liens à l'international des associations. Quel est le rapport entre l'intégration internationale et l'activisme social local ? Cette question est particulièrement importante à partir de 2011, avec la prolifération du nombre des associations à référence religieuse, qui ont la réputation d'avoir un fort ancrage social. Ainsi, se pose la question de la

« intégration internationale » nous considérons les interactions entre les acteurs internationaux et associatifs locaux.

Ainsi nous avons identifié des sous-catégories. Les acteurs locaux peuvent simplement *communiquer avec* des organisations internationales ; recevoir des *ressources matérielles* dans le cadre d'une stratégie d'intervention des bailleurs de fonds ; recevoir des *ressources immatérielles*, comme des cycles de formation et d'autre type d'informations ; être engagés directement dans de *partenariats internationaux*.

Pour *activisme local* nous considérons les activités des associations pour contribuer au développement social. Nous avons saisi trois indicateurs : *participation*, en tant que *capacité de mobilisation* ; *capacité d'établir des partenariats avec d'autres associations locales qui travaillent dans le même domaine* ; *types d'activités*. Pour chaque critère nous vérifierons s'il y a une spécificité par rapport aux associations à référence religieuse. Pour analyser ces deux dimensions (intégration internationale et activisme local) nous nous appuierons sur une série d'enquêtes (entretiens semi-directifs) au niveau des associations locales dans trois terrains : Tunis, Sfax, Médenine. Une première analyse des résultats montre une grande diversité des pratiques associatives et l'importance de replacer les associations comme les acteurs clés dans le processus de transition démocratique.



Dans ce cadre, notre recherche tente d'étudier le processus de construction de la société civile postrévolutionnaire dans le contexte d'interactions renouvelées avec l'international. Ce processus de construction et d'interaction est à l'origine de l'émergence d'une diversification des formes d'activisme social local. Ainsi, l'objectif spécifique est de caractériser la

spécificité islamique dans le lien entre la dimension internationale et la forme d'activisme social. La réalité même de cette catégorisation reste à démontrer.

Pour répondre à ces questions de recherche il faut donner une définition claire des deux variables qu'on tentera de cerner : *intégration internationale* et *activisme local*. Plus spécifiquement, pour



© nawaat.org.

¹ IFEDA, Centre d'Information, de Formation d'Etudes et de Documentation sur les Associations: <http://www.ifeda.org.tn/>

Politisation et émancipation après la révolution : Le cas de deux associations féministes de Tozeur

Pierre TAINURIER



Doctorant au LISE - CNAM (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, conservatoire national des arts et métiers), doctorant associé à l'IRMC.

pierretainturier@yahoo.fr

Lorsque l'on interroge en Tunisie des personnes sur les liens entre associations et partis politiques, il est assez aisé de savoir à quel camp politique ces personnes appartiennent. On comprendra en effet que si la réponse consiste à expliquer qu'*Ennahda* a créé de nombreuses associations à des fins clientélistes et de propagande, la personne sera plutôt anti-*Nahda*. De l'autre côté, si la réponse consiste à dire que de nombreuses organisations de la société civile, associations et syndicats, ont contribué pendant la période de transition à détériorer la situation du pays en continuant la protestation contre le gouvernement de la troïka, faisant en réalité de la politique de manière déguisée, on comprendra que notre interlocuteur est plus proche du camp d'*Ennahda*.

Qu'elles soient au service du pouvoir ou des partis d'opposition, il y a une suspicion à l'égard des associations qui seraient instrumentalisées à des fins politiques ou d'opportunisme individuel pour « se placer ». Ce sentiment lié au risque de récupération politique date de la période de Ben Ali et se poursuit après la révolution dans un contexte de forte politisation. Il est en partie dû à une

conception organique de la société civile issue de la philosophie classique qui tend à confondre la société civile à la communauté politique dans son ensemble et qui s'est imposée en Tunisie à la fin des années 1980 et au début des années 1990 (Zghal, 1989, 1993). La société civile incluait à la fois les partis politiques et les associations, attachés à une république civile à la fois non militaire et non religieuse ; favorisant ainsi son usage politique.

Contrairement à d'autres pays du monde comme l'Égypte, la Jordanie ou le Yémen (Clark, 2004), la Tunisie n'avait pas connu, avant la révolution, un développement important des « institutions sociales islamiques ». Toute tentative avait été bloquée par la grande répression des années 1990 contre les membres et militants du parti *Ennahda* et toute personne suspectée d'entretenir une pratique excessive de la religion en dehors du domicile et des lieux de culte était étroitement surveillée voire réprimée.

L'apparition, après la révolution, d'associations sociales dans lesquelles évoluent des militants *nahdaouis* pose la question de savoir s'il s'agit d'« associations islamistes » (Roussillon, 1991) ou « d'associations totales » pour reprendre l'expression de Michel Camau (2002) qui se référait aux associations développant à la fois des activités de service auprès de populations mais aussi de plaidoyer à l'encontre de l'État autoritaire en raison de leur arrimage à l'islam politique.

Ce qui est en jeu ici est bien la question de l'instrumentalisation qui ferait de l'association une organisation à investir pour maximiser des intérêts partisans. Il nous semble que cette perspective est une piste de réflexion possible mais qui se

limite à une approche trop centrée sur les partis comme seuls acteurs légitimes de la politique. Nous choisissons pour notre part de nous situer davantage au niveau des individus qui vivent ces engagements. Il s'agit pour nous d'interroger l'articulation entre le parcours de socialisation à l'action collective, les ressorts de l'engagement associatif et les répertoires d'action développés au sein des associations pour voir les relations dynamiques entre les champs associatifs et partisans.



© micfinder.com

Nous choisissons¹ ici de mettre en exergue deux associations féminines créées à Tozeur après la révolution par des militantes ou des sympathisantes du parti *Ennahda*. Il s'agit des associations FEM

et NISAE², entièrement féminines et créées après les élections pour l'assemblée constituante. Nous étudierons tout d'abord la cohérence entre un discours émancipateur de lutte contre la domination masculine au fondement de la création des associations et les activités types qui sont mises en œuvre. Nous verrons ensuite si ce discours d'émancipation n'est qu'un discours de légitimation servant des objectifs personnels ou partisans.

Les conceptions partagées de l'action collective autour du féminisme islamique

Le discours de légitimation de l'action associative produit par les membres fondateurs des associations étudiées se situe sur le registre du changement social. La création associative a ici une puissance instituante (Laville, Sainsaulieu, 2013) dans la mesure où elle intervient comme une remise en cause de l'ordre établi. L'association NISAE est le fruit d'une véritable dynamique en raison d'une adhésion collective à une analyse commune de la situation problématique des femmes dans la société tunisienne :

« L'objectif de notre association est de lutter contre l'oppression des femmes et la tyrannie des hommes. Nous luttons contre la passivité des femmes dont la cause est souvent les époux qui les empêchent de prendre des initiatives, mais aussi la situation sociale souvent précaire et les désirs de consommation qui les détournent de la culture. » Entretien avec la présidente de NISAE. Tozeur, mai 2012.

Une autre membre de l'association de renchérir :

« Notre objectif c'est de faire en sorte que les femmes participent pleinement à la construction de leur pays après la révolution ».

L'association FEM est davantage une initiative de sa présidente qui n'assume pas autant cette analyse féministe même si elle reconnaît que « le problème vient également des mentalités des hommes qui préfère une femme bête et docile³ ». Elle trouve néanmoins que « le frein le plus important pour le développement de la femme du Djérid c'est le manque d'éducation et de formation ».



Les membres de ces deux associations portent un positionnement féministe d'égalité des droits entre les hommes et les femmes mais dans le cadre de la religion. Pour la vice-présidente de l'association FEM :

« Les gens confondent souvent religion et coutumes. Il faut réussir à lutter contre tout ce qui empêche la participation de la femme dans la société à égalité de l'homme mais dans les valeurs de l'islam et le respect de la famille ».

La présidente de l'association NISAE se réfère davantage à l'ouvrage de Rached Ghannouchi *la femme dans le coran et le vécu des musulmans* (2012) :

« Cheikh Ghannouchi disait déjà à l'époque dans son livre que les femmes vivent une situation d'oppression partout dans le monde arabe et que c'est ce qui les pousse à porter sur elle-même un regard d'infériorité et à accepter l'humiliation et l'injustice. Rien dans l'islam ne justifie l'exclusion de l'autre moitié de la société. Cette exclusion est une injustice et une honte à la religion⁴. »

Ces femmes fondatrices des associations FEM et NISAE s'inscrivent dans le courant que certains appellent « le féminisme islamique » (Latte Abdallah, 2010). Le développement dans le monde arabe et musulman des groupes et mouvements issus de l'islam politique à partir des années 1970 et 1980 a largement contribué à l'individualisation du rapport au religieux et au savoir religieux en disqualifiant d'abord l'establishment des oulémas pour faire valoir des lectures concurrentes. Ce type de féminisme s'est développé dans

l'ensemble du monde arabe et musulman en démocratisant les formes d'interprétation de l'islam et en diversifiant les registres des mouvements sociaux féminins revendiquant plus d'égalité (Bernard-Maugiron, 2011). Si le féminisme islamique en Tunisie s'est largement développé au sein des groupes femmes d'*Ennahda* dès les années 1980, il s'est initialement constitué en opposition au mouvement féministe séculier, dénonçant le caractère importé de leur référentiel et revendiquant une authenticité plus à même de faire aboutir des réformes politiques. Ce militantisme féminin venant du courant islamiste essaie de trouver un équilibre entre liberté individuelle et obligation sociale :

« Notre combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes se fait dans le respect de l'islam. Nous ne sommes pas comme les autres féministes de l'Occident qui agissent contre les hommes. Il faut préserver la famille mais aussi donner la possibilité à la femme de jouer d'autres rôles que les tâches domestiques ». Entretien avec un membre fondateur de NISAE. Tozeur, mai 2012.

Cela s'est par exemple concrétisé lors des tentatives de formulation de l'article 28 de l'avant-projet de la Constitution sur la question des libertés individuelles et des droits de la femme, cherchant à garantir les droits de la femme d'un côté tout en affirmant sa complémentarité avec l'homme au sein de la famille.

Cette opposition entre deux féminismes que l'on retrouve dans la polarisation de la vie politique après les élections de l'assemblée constituante entre séculiers et islamistes s'inscrit dans des trajectoires et des héritages historiques distincts lié à des espaces de socialisation politique spécifique au sein même du « mouvement de libération nationale », entre l'association Khaldounia d'un côté et l'association des anciens du lycée Sadiki de l'autre, entre l'université Zitouna d'un côté et celle de Tunis au lendemain de l'indépendance de l'autre⁵. Malgré cette rivalité apparente, les deux mouvements féministes s'approprient aujourd'hui l'héritage du courant réformateur islamique tunisien à travers les figures tels que Tahar Haddad et de Abdelaziz Thaalbi.

Comme le souligne Stéphanie Latte Abdallah, « le lien entre la construction de nations modernes et l'émergence de la question féminine (en Tunisie à l'instar de la Turquie et de l'Iran) est établi, que ce

Bourguiba en ce qui concerne les femmes. Tout ça, c'est dans la continuité des grands penseurs de l'islam en Tunisie ». Entretien avec un membre fondateur de NISAE. Tozeur, mai 2012.

« la porosité des frontières entre sphères publiques et sphères privées dans les sociétés arabes implique de les penser dans la continuité » (2006).



© businessnews.com

discours ait été porté par des États, par des courants de pensée ou par les premières revendications féministes, qui prirent place en Egypte à la fin du XIX^e siècle et au tournant du XX^e siècle, et furent parfois relayés par des hommes (l'Egyptien Qasim Amin étant une figure notable de ce courant)⁶. Ces hommes et ces femmes avaient pour premier souci la métamorphose de femmes traditionnelles qui retarderaient la société tout entière et qui devaient pouvoir, à travers leur rôle de mère, élever de façon moderne et éclairée les nouveaux citoyens de la nation » (2006).

Les membres des associations FEM et NISAE de Tozeur s'inscrivent parfaitement dans la continuité de ce courant ancien « moderniste-nationaliste » (Mervat, 1993) qui a à la fois « offert une défense nationaliste de la religion musulmane et adopté les conceptions "occidentales" de droits nouveaux pour les femmes dans les sociétés modernes » (Latte Abdallah, 2006). « Nous, nous ne rejetons pas tout ce qui a été fait avant nous. Nous pensons qu'il y a eu des choses très positives de la part de

En reconnaissant l'héritage émancipateur du président Bourguiba sur la question des femmes, les membres de l'association NISAE se placent ainsi quelque peu en porte à faux vis-à-vis du discours des dirigeants d'Ennahda qui ont « une image fixe de Bourguiba, celle d'un dirigeant tellement fasciné par la modernité occidentale qu'il mit à bas certaines structures sociales et collectives à caractère religieux qui auraient dû être à la base de l'identité fondatrice du pays » (Dot-Pouillard, 2013).

Les membres des associations féminines, FEM et NISAE, se représentent l'action associative comme un acte citoyen, expression d'une liberté, rendue possible après la révolution. Celle-ci étant perçue comme une étape supplémentaire dans le mouvement de libération nationale, l'association essaie de relier la question de l'émancipation individuelle à celle de l'émancipation collective, cherchant un équilibre entre les devoirs en tant que femme au sein de la famille et en tant que citoyenne au sein de la nation. Pour Stéphanie Latte Abdallah,

Cohérence entre discours et pratique

Si les associations NISAE et FEM placent toutes les deux la remise en question du patriarcat comme socle fondateur de leur organisation, les activités types restent souvent cantonnées à un niveau individuel sans aborder les rapports de genre issus de ce système social dominant.

L'association NISAE oriente tout d'abord une partie de ses activités vers l'aide matérielle directe. Elle procède aussi à la distribution de dons aux plus pauvres car ses membres considèrent qu'un des premiers facteurs qui favorisent la domination des femmes est le manque de ressource économique. L'association FEM veut, elle, limiter les aides matérielles individualisées même si « il m'arrive parfois de payer les médicaments⁷ ». Pour elle, il y a un risque important en procédant à des aides matérielles individualisées de créer un appel d'air et de devoir gérer un nombre toujours plus élevé de demande qu'elle ne pourra pas honorer en raison d'un manque de moyen. Elle considère également que les aides matérielles ponctuelles ne résolvent pas le problème et peuvent créer une relation de dépendance dans laquelle elle a peur d'être absorbée. Ces craintes sont également partagées par l'association NISAE mais les deux associations considèrent encore que ces aides sont nécessaires par rapport au public qu'elles ciblent. Ignorer les demandes sociales les placerait selon elles dans une situation délicate, potentiellement de discrédit, au moment où « de nombreuses associations apparaissent mais ne font rien sur le terrain ».

Dès lors, les deux associations conçoivent avant tout leur action à travers l'accompagnement et le renforcement de capacités individuelles. La dimension collective du pouvoir qui envisage les rapports de domination d'un groupe sur



© micefinder.com

un autre est alors largement occultée, plaçant ainsi les activités définies en discordance avec le discours fondateur des associations. Il s'agit en effet d'activités qui permettent de valoriser les femmes, de leur apporter des connaissances et des compétences nouvelles. Cela entre en résonance avec une conception néolibérale de l'« *empowerment* » dans laquelle le développement de capacités des individus vise une meilleure inclusion dans un système donné sans opérer de lecture critique des structures de pouvoir de l'ordre existant (Destremau, 2012 et 2013).

Au niveau économique, il s'agit pour l'association NISAE de valoriser le travail des femmes, généralement artisanal et effectué à domicile, en organisant des expositions et des points de vente. De son côté, l'association FEM essaie de se concentrer sur des activités d'éducation, de sensibilisation et de formation pour

« qu'elles acquièrent plus d'autonomie ». Dans ce sens, elle organise des cours d'alphabétisation pour adulte et essaye d'organiser des activités de soutien à l'activité économique des femmes :

« On fait de la sensibilisation à la santé, notamment sur les questions de planning familial et de contraception. On organise aussi des séminaires pour parler des problèmes des femmes ici. On n'a pas d'argent mais on se dit que plus on fait des activités comme celles-là, plus l'argent va venir. On aimerait mettre en place un système de bourses pour les études supérieures. On essaie de faire de la formation mais surtout d'aider au montage de projet professionnel individuel. Par exemple, j'aide une femme en ce moment qui veut être boulangère. Alors je lui achète la matière première pour qu'elle puisse développer ensuite son activité ». Entretien avec la présidente de FEM. Tozeur, mai 2012.

L'association NISAE mène des activités « d'éveil » culturel autour du théâtre et de la poésie où des cours sont proposés, des spectacles organisés pour valoriser des femmes artistes, en lien avec le centre culturel Abou Kacem Echebbi :

« Il faut que les femmes prennent conscience de la richesse de notre culture et se l'approprient. En plus, ici, les poètes masculins de notre région sont très connus mais les gens ignorent ce que font les femmes dans ce domaine. Une membre de notre association est poète et écrit des choses formidables ». Entretien avec un membre fondateur de NISAE. Tozeur, mai 2012.

Les deux associations sont prises dans une contradiction importante venant d'une inadéquation entre les conceptions partagées et le discours de légitimation qui fondent l'association d'un côté et les dispositifs d'action mis en œuvre de l'autre. En effet, elles sont porteuses d'un

objectif de changement social à travers un discours de lutte contre le patriarcat qui puise dans l'héritage du féminisme tunisien, nationaliste et musulman. Mais elles refusent de travailler aux causes profondes du problème identifié et d'aborder les rapports collectifs de pouvoir et de domination basés sur le genre. Les activités mises en place par ces deux associations, à travers une aide matérielle et des activités d'« *empowerment* », se situent à un niveau individuel et se conforment davantage à une approche conservatrice de la promotion féminine qu'à une réelle approche émancipatrice qui remettrait en question la hiérarchie des rôles et des statuts basés sur le genre.

Clientélisme et émancipation

Les conceptions de l'action associative autour de la lutte contre le patriarcat partagées par les membres de NISAE sont associées à un parcours individuel et à une socialisation à l'action collective où prime l'engagement partisan. La présidente de l'association est devenue enseignante après avoir étudié les lettres à l'université de Sfax à la fin des années 1970. Elle a commencé à militer dès les années étudiantes dans le MTI. Elle est aujourd'hui encore militante au parti *Ennahda* en étant responsable à Tozeur de la section femme, chargée d'animer des cercles de réflexions auprès des femmes militantes du parti. L'organisation interne du parti s'appuie encore aujourd'hui sur

l'héritage « *tablighi*⁸ » de la *jamâ'at islamiyya*⁹ des années 1970. La structuration interne établit un ensemble de cellules ou groupes, rassemblés par affinités sociales ou thématiques, n'étant pas figés et pouvant évoluer en fonction des activités. Les éléments de cet héritage reposent sur des mécanismes collectifs et confidentiels d'étude, de réflexion et de diffusion de messages religieux et politiques. La section locale de Tozeur est composée de groupes appelés « familles » qui organisent des sessions de réflexion autour des questions d'actualité en lien avec le corpus théologique constitué du Coran et des « *hadiths* » et selon une méthode rationaliste d'interprétation consistant à s'inspirer d'exemples de la vie du prophète pour comprendre et résoudre des problèmes contemporains. La présidente de l'association NISAE animait des « familles » sur les questions de la femme avant son engagement associatif.

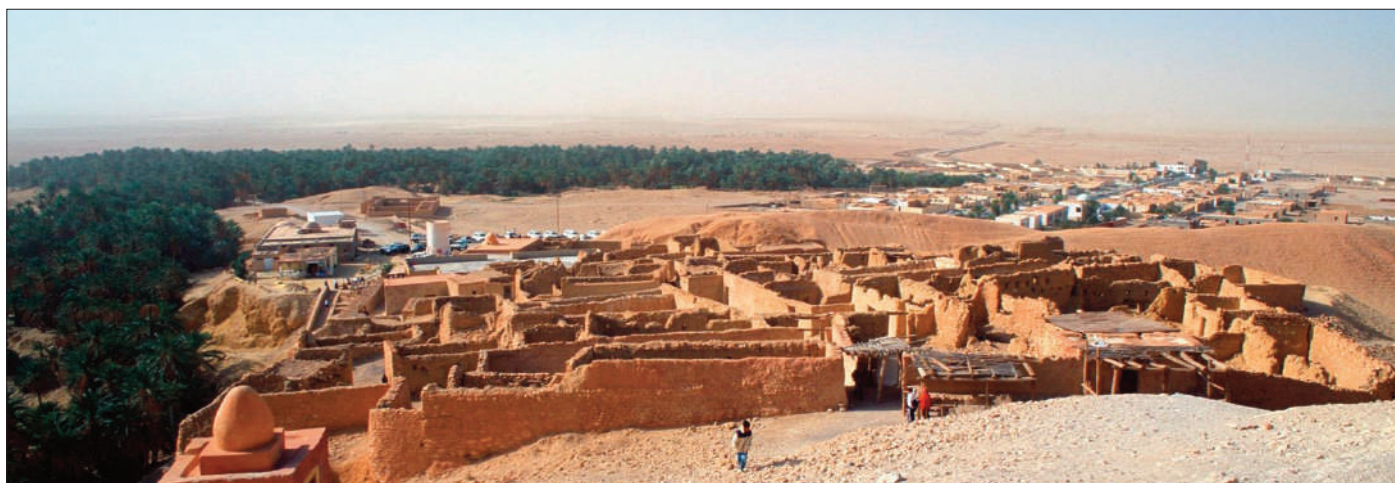
La socialisation à l'action collective de la présidente de l'association NISAE s'est d'abord confondue avec le processus de socialisation à l'action politique au sein du parti *Ennahda*, constitutif d'une « carrière militante » (Fillieule, 2001). Les autres membres de l'association sont soit des militantes soit des femmes de militants.

Les engagements partisans et associatifs des membres de NISAE tendent à se confondre. Le fondement de l'engagement porte dans les deux cas sur une ambition de changement social et politique à travers un référentiel commun et des outils conceptuels élaborés dans les

mêmes espaces de socialisation. Les objectifs féministes de lutte contre le patriarcat puisent dans le corpus théologique de l'islam. Le patriarcat est davantage considéré comme le produit d'une construction sociale et historique que comme une prescription religieuse. Les valeurs de la religion sont considérées dans les deux cas comme étant au centre de toute initiative (Clark, 2004). Cette confusion pose la question de l'utilisation de la structure associative comme construction d'une clientèle partisane.

Nous avons vu précédemment que l'association NISAE adoptait finalement dans son action une approche dépolitisée des rapports de genre. La question politique du rapport collectif au pouvoir par la remise en cause du patriarcat s'opère davantage au sein du parti qu'à celui de l'association. Il y a ici une sorte de division du travail : l'association apparaît dans ce contexte comme un premier espace de sensibilisation des femmes à la question de leur émancipation tandis que le parti politique peut servir d'espace réel de lutte. Cette division n'implique pour autant pas une étanchéité de structure et apparaît au contraire comme un système de vase communicant. L'action de sensibilisation sur le genre pouvant s'inscrire dans un objectif de recrutement.

Mais l'enjeu de recrutement des femmes au sein du parti semble avant tout être un enjeu interne à celui-ci. Il s'agit de renforcer le poids du groupe des femmes au sein du parti pour y porter la question de la lutte contre le patriarcat face à



Axes de recherches

d'autres groupes ou courants dominants dans un contexte où l'électorat traditionnel et la majorité de ces membres sont attachés à cette forme d'organisation sociale qu'ils considèrent comme islamique.

L'action associative peut certes servir de base de recrutement pour le parti mais surtout d'aiguillon pour influencer les orientations idéologiques de ce dernier à travers une sorte de va et vient entre les différentes organisations. L'objet social de l'association s'inspire d'une compréhension du monde façonnée au sein d'une sorte d'avant-garde partisane. Mais en touchant un nombre plus important de personnes à travers l'action associative, cette élite cherche à rendre cette compréhension du monde moins marginale au sein du parti.

L'association FEM se distingue de l'association NISAE par le fait qu'aucun membre fondateur n'est militant du parti *Ennahda*. Il s'agit davantage d'épouses de militants. Surtout elles revendiquent un discours ouvertement anti-parti politique qui présente l'engagement associatif comme nécessairement désintéressé par opposition à l'engagement politique de type partisan. Pour la présidente de l'association FEM¹⁰:

représentées. J'ai pu participer à la caravane de la solidarité pour les réfugiés libyens. Mais, ensuite, je n'ai pas aimé car c'était très politique. Moi, je préfère le travail social. Ceux qui font de la politique sont des opportunistes qui ne cherchent que des chaises. Ils aiment le prestige : la position de président avec le tampon, c'est tout ! »

L'engagement associatif s'explique dès lors par un rejet de l'action politique totalement discréditée pendant la période de Ben Ali mais aussi après la révolution : les partis politiques n'ont pas été responsables de la révolution tunisienne mais se battaient pour en récupérer les profits. L'association est vécue comme une alternative citoyenne dans laquelle les gens peuvent s'engager pour « contribuer à régler les problèmes de la société et apporter des solutions aux gens » ; « les politiques n'ont pas cette préoccupation ¹¹ ». C'est donc cette vision antipolitique de l'action collective qui sous-tend la démarche de création associative puisque les partis sont jugés comme moralement corrompus, étant trop préoccupés par le pouvoir.

Cette dépolitisation apparente est ici constitutive d'une recherche d'affirmation de soi qui passe par l'acte

contradictoire, de la revendication d'une indépendance à l'égard de son mari. Ce dernier est un des responsables locaux du parti *Ennahda*. Il a vécu la répression pendant les années 1990 en faisant 10 ans de prison en raison de son appartenance au parti. Il a été réhabilité dans l'éducation nationale seulement un an après la révolution. Pendant toute cette période, la présidente de l'association a contribué seule à pourvoir aux besoins de la famille grâce à son activité professionnelle de chef d'entreprise. Pour elle, si les contraintes institutionnelles qui pesaient sur l'engagement associatif ont été levées avec la révolution, les contraintes d'ordre sociétal persistent. L'accès à l'exercice des libertés publiques pour les femmes est rendu plus difficile quand les valeurs du patriarcat restent fortement structurantes. Tout d'abord, la participation des femmes dans l'espace public se limite aux thématiques sur lesquelles elles sont reconnues et valorisées par la société, à savoir les femmes et les enfants. Ensuite, la quête d'autonomie pour la présidente de l'association FEM passe moins par l'amélioration des conditions matérielles et financières que par une lutte pour une « parité de participation » (Fraser, 2010).

Cependant, la position de l'association est ambiguë car la présidente est sans cesse accusée ou suspectée d'agir sous les ordres du parti ou du moins dans l'intérêt de ce dernier. Contrairement à l'association NISAE dont les membres fondateurs sont officiellement militants, la présidente se défend d'être comme elles et revendique à la fois sa neutralité politique et son autonomie à l'égard de son mari :

« Je faisais le travail social avant de connaître mon mari. Mais je suis sûr que si vous demandez à des gens à propos de mon association, ils vont vous dire : ça, c'est *Ennahda* !. Mais moi, je ne fais pas de politique. Je ne suis pas mon mari. D'ailleurs je le surveille. Je lui dis : moi, je suis le peuple, attention, on te regarde. Parfois il est gentil, il essaye de m'aider pour l'association mais je lui dis : merci mais ce n'est pas la peine car ton aide me fait finalement plus de mal. Ça l'embête mais il comprend. Il me laisse faire alors.¹² »



© lemonde.fr

« Moi, je n'aime pas la politique. J'ai été membre au début du comité de protection de la révolution car je trouvais que les femmes devaient être

de création collective de structures nouvelles. Pour la présidente de l'association FEM, la rupture avec la politique est le chemin obligé, presque



© mag14.com

De plus, elle rencontre d'autres difficultés venant des usagers eux-mêmes dans la mesure où les femmes qui viennent à son bureau le font essentiellement pour obtenir un soutien matériel, et ce d'autant plus que la présidente est connue pour être la femme du responsable local du parti. Les personnes qui viennent tiennent un discours d'allégeance, « comme si j'étais une responsable du parti et qu'on était à l'époque de Ben Ali. Rien n'a changé avec la révolution. Les gens se comportent de la même façon. Ils font avec moi ce qu'ils faisaient avec le RCD. Et comme c'est *Ennahda* qui a gagné les élections, ils me parlent des prochaines élections avant de me demander une aide ».

Il n'en demeure pas moins que cette proximité relationnelle avec les cadres du parti apporte des avantages certains dans la relation avec les autorités : l'association FEM bénéficie d'un financement du Gouvernorat mais également du ministère des Affaires de la Femme. Elle dispose en conséquence d'un local pour l'association. Sa capacité d'interlocution, non seulement au niveau de l'administration du Gouvernorat mais aussi au niveau du ministère, est indissociable de sa proximité de fait avec le parti *Ennahda*. La présidente de l'association est donc à la fois prisonnière et bénéficiaire d'un système patriarcal de représentation

sociale qui ne dissocie pas les actions d'une épouse de celles de son mari.

Conclusion

Nous avons étudié ici le processus de politisation de deux associations féministes postrévolutionnaires de Tozeur dont les membres fondateurs sont également militants ou sympathisants du parti islamiste *Ennahda*. Nous avons pour cela pris en compte deux niveaux d'analyse de la politisation : celui individuel de l'engagement associatif en lien avec le militantisme de type partisan, d'une part ; et celui relatif à un agir sur les rapports sociaux de pouvoir et de domination, ici basés sur le genre. L'enjeu était autant de voir les interactions entre les différentes formes d'engagement que les potentiels d'émancipation pour les fondateurs associatifs féminins.

Concernant l'imbrication des modalités et des espaces d'engagement, l'association apparaît certes comme une ressource à mobiliser pour maximiser les intérêts du parti, mais une analyse stratégique plus fine montre aussi qu'elle est mobilisée pour peser dans les luttes de pouvoir internes à ce dernier. Elle agit

certes comme un moyen de recrutement des femmes que comme un moyen de pression sur les groupes dominants à l'intérieur du parti pour faire valoir une lecture plus égalitaire des rapports de genre. De l'autre côté, elle représente également un moyen d'émancipation des normes patriarcales pour les promoteurs des associations féminines à travers l'acquisition et la reconnaissance d'une plus grande autonomie.

En cela, les associations féministes se réclamant ou en proximité avec l'islam politique correspondent elles aussi, et dans une certaine mesure, à ce que Nancy Fraser (2005) nomme contre-publics subalternes, conçus comme des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins ». Ces associations constituent des premiers terrains d'essai pour des activités de revendication et de contestation des rapports sociaux de domination.

Néanmoins, les effets en termes de changement social apparaissent encore limités. Malgré un discours fondateur d'émancipation, les activités mises en place par les associations étudiées restent cantonnées à un niveau individuel qui, non seulement, n'aborde pas les rapports collectifs de pouvoir mais tend même à reproduire les normes dominantes du patriarcat. De plus, les identités multiples, partisans et associatives, favorisent la perpétuation de pratiques clientélares basées sur un échange entre allégeance et service rendu (Briquet, Sawicki, 1998), compromettant les perspectives de changement social. La confusion entre ces identités constitue autant des contraintes pour les promoteurs associatifs féminins, dont l'autonomie d'action est contestée, que des ressources de légitimation pour une participation dans l'espace public.

¹ Cet article s'inscrit dans un travail de recherche plus large sur les processus d'institutionnalisation et de politisation des associations à Tozeur dans le cadre d'un doctorat en sociologie effectué au CNAM/LISE.

² Il s'agit ici d'acronymes d'emprunt.

³ Entretien effectué à Tozeur en mai 2012.

⁴ Entretien effectué à Tozeur en mai 2012.

⁵ Le collège Sadiki et la Khaldounia sont considérés comme les premiers établissements d'enseignement moderne créés à la fin du XIX^e siècle ainsi que les lieux d'expansion du mouvement culturel réformiste. Si le premier a constitué un vivier de recrutement des élites administratives pendant la période coloniale, le second était davantage destiné aux étudiants de l'école coranique associé à la Zitouna. Dès lors, l'association des anciens élèves du collège Sadiki ainsi que l'université de Tunis sont considérées comme des espaces spécifiques au courant moderniste et occidentaliste du réformisme tunisien tandis que la Khaldounia et l'université de la Zitouna comme des espaces davantage liés au courant du réformisme attaché à la valorisation et l'affirmation de l'identité culturelle arabo-musulmane.

⁶ Tahar Haddad, né le 4 décembre 1899 à Tunis et décédé le 7 décembre 1935, est un penseur, syndicaliste et homme politique tunisien. Il a milité pour l'évolution de la société tunisienne au début du XX^e siècle. Il est connu pour avoir lutté activement en faveur des droits syndicaux des travailleurs tunisiens, de l'émancipation de la femme tunisienne et de l'abolition de la polygamie dans le monde arabo-musulman.

⁷ Abdelaziz Thaalbi, né le 5 septembre 1876 à Tunis et mort le 1^{er} octobre 1944 à Tunis, est un homme politique tunisien. Il est le fondateur du Destour en 1920, parti politique duquel émerge le Néo-Destour du futur président de la République tunisienne Habib Bourguiba.

⁸ Pour lequel on trouvera plus tard l'équivalent tunisien en la personne de Tahar Haddad.

⁹ Entretien avec la présidente de FEM. Tozeur, mai 2012.

¹⁰ La *Jamâ'at al tabligh* est une société de prédication musulmane de type revivaliste. De nature apolitique, elle est fondée à la fin des années 1920 en Inde avec un objectif de réislamisation. L'activité missionnaire de ce mouvement s'est par la suite, en quelques décennies, développée à l'échelle du monde entier, via des branches décentralisées, avec l'objectif de faire revivre leur foi aux

musulmans du monde entier, dans le cadre d'une interprétation littéraliste de celle-ci.

¹¹ L'islamisme tunisien apparaît en 1971 avec la création de *Jamâ'at al islamiyya*, structure initialement clandestine opérant dans les mosquées et se décomposant en structures régionales hiérarchisées. L'organisation publie un journal *Al Ma'rifa*, édité à plus de 25000 exemplaires à la fin des années 1970. Elle se transformera en Mouvement pour la Tendance Islamique en 1981 (toujours clandestin) puis en mouvement de la renaissance (*Ennahda*) légalisé en 1989.

¹² Si le mode opératoire trouve ses origines dans le mouvement « *tablighi* », la constitution d'un parti politique fait rupture avec ce mouvement qui est purement quêtiste.

¹³ Entretien avec la présidente de l'association FEM – avril 2012.

¹⁴ Entretien avec la vice-présidente de l'association FEM – avril 2012.

¹⁵ Entretien avec la présidente de l'association FEM – avril 2012.

Bibliographie

Bernard-Maugiron N., 2011, « Nouvelles stratégies de mobilisation et réforme du droit de la famille. La « loi du sur le khul' » en Egypte », dans Sarah Ben Néfissa et Blandine Destremau, (sous la direction de), *Protestations sociales, révolutions civiles. Transformation du politique dans la Méditerranée arabe*, Paris, Revue Tiers-Monde, hors-série numéro 2, Armand Colin, 117-138.

Briquet J-L. ; Sawicki F., (sous la direction de). 1998, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France.

Camau M., 2002, « Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2002/2 (Vol. 9).

Clark A.J., 2004, *Islam, charity and activism. Middle-Class Networks and Social Welfare in Egypt, Jordan, and Yemen*, Indiana, University Press.

Destremau B. ; Lantier B., 2012, « Le sociologue et la « femme pauvre

du Tiers Monde », Ou comment une approche en termes de rapports sociaux de sexe a éclairé la sociologie du développement », dans C., Verschuur I., Guérin et H., Guétat-Bernard (dir.), *Sous le développement, le genre*, Paris, IRD.

Destremau B., 2013, « Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement », dans M. Maruani (dir.), *Travail et Genre dans le monde. L'Etat du savoir*, Paris, La Découverte.

Dot-Pouillard N., 2013, *La Tunisie : la révolution et ses passés*, Paris, L'Harmattan.

Fraser N., 2005, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.

Fraser N., 2010, « Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme », revue de l'OFCE, n° 114, 11-28.

Latte Abdallah S., 2006, « Genre et Politique », dans E. Picard (dir.), *la politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin.

Latte Abdallah S., (dir.), 2010, « Féminisme islamique », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 128.

Laville J-L. ; Sainsaulieu R., 2013, *L'association : Sociologie et Economie*, Paris, Pluriel.

Roussillon A., 1991, « Entre al-Jiha et al-Rayyan. Phénoménologie de l'islamisme », *Dossiers du CEDEJ*, n° 45.

Zghal A., 1989, « Le concept de société civile et la transition vers le multipartisme », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Tome XXVIII.

Zghal A., 1993, « Le concept de société civile et la crise du paradigme développementaliste », *revue tunisienne de sciences sociales*, n°115, 67-94.

Citoyennetés locales au Maghreb Les perspectives de la longue durée

Responsable : Isabelle GRANGAUD

Chercheurs associés : Sami BERGAOUI

Partenaires institutionnels : Université de La Manouba.

Ce projet porte sur les formes de citoyennetés locales au Maghreb, analysées selon une perspective historique et pluridisciplinaire privilégiant la longue durée. Par « citoyennetés locales », on entend les conditions et les modalités d'ancrage des individus et des groupes dans un lieu, les ressorts de leur appartenance locale et l'articulation entre ces formes d'adhésion et l'accès à la jouissance de droits attachés à ce lieu. *A priori*, la notion jure avec la conception des constructions politiques actuelles, selon laquelle l'État (et notamment l'État nation) constituerait le cadre primordial et tout puissant des droits qui régissent les espaces auxquels il s'étend ; tandis que, s'agissant des sociétés d'époque moderne ou précoloniale, elle fait figure d'anachronisme. Ces dernières années cependant, un certain nombre de travaux ont mis en perspective la nécessité de considérer les dimensions supranationales de la citoyenneté aujourd'hui ou encore d'approcher la vitalité des citoyennetés locales, y compris au travers des articulations plus ou moins heurtées avec les citoyennetés nationales. Et des études historiques ont montré à leur tour la centralité dans la construction des sociétés du passé de la condition citoyenne et combien bien davantage que le fait de venir d'ailleurs, l'étranger était celui qui ne pouvait faire valoir son appartenance à une localité et n'avait pas le droit d'accès à ses ressources. Ces perspectives, en rupture avec une longue tradition des sciences sociales faisant du décalque entre citoyenneté et nation une association pacifique et naturelle, soulignent combien cette isomorphie est le produit d'une construction téléologique qu'il importe de bousculer : cette vision de la citoyenneté non seulement en ignore la part intrinsèque des luttes qui la fondent mais

encore la réduit aux droits politiques inhérents à la démocratie. Considérer les citoyennetés locales au Maghreb, aussi bien dans le présent que dans le passé, s'inscrit dans le fil de ce renouvellement en sciences sociales. Contre l'idée qu'à des communautés locales essentiellement identitaires s'opposerait l'État légal, cette perspective privilégie l'analyse de la coexistence de formes citoyennes travaillant tant les localités que l'espace des souverainetés nationales (et pré-nationales) en invitant à en saisir les formes d'articulation et de reconnaissances mutuelles.



Cette problématique qui visite à nouveaux frais les modalités politiques du local, trouve dans les sociétés du Maghreb un terrain qui, pour n'avoir pas été beaucoup exploré, s'avère être une échelle d'observations, de croisements et de comparaisons pertinente. Par ailleurs, cette problématique autorise l'entreprise d'une analyse sur la longue durée qui rend fructueux le dialogue entre spécialistes de l'histoire d'époque moderne (et ottomane

dans les régions du Maghreb central et oriental) et contemporanéistes, et s'ouvre à la pluridisciplinarité.

ACTIVITÉS

12-03-2016 : *Les Ben Salah de Bizerte. Homonymie, notoriété et présomptions de résidence : perdre ses origines sur une frontière d'empire*, IRMC-La Manouba, avec l'intervention de Nouredine Amara.

27-02-2016 : *Lecture de l'appartenance dans la Tunisie martyre*, avec l'intervention de Kmar Bendana

05-02-2016 : *Hors marché. L'appartenance locale et les biens soustraits à la circulation*, sous la responsabilité d'Isabelle Grangaud et Simona Cerutti.

23-01-2016 : *BaytMâl al'Abid ou le Trésor public des Noirs dans la Tunisie du XIX^e siècle : communautarisme et conflits d'appartenance*, avec l'intervention de Inès Mrad Dali.

28-11-2015 : *Enquête dans le Fonds ottoman. Une archive coloniale lancée dans la bataille des droits de propriété. Alger, années 1830*, avec l'intervention d'Isabelle Grangaud.

24-10-2015 : *La révolte de 1864 dans la Régence de Tunis : enquête sur les revendications des insurgés*, avec les interventions de Fatma Ben Slimane et de Sami Bargaoui : "Suppliques ou procédures administratives routinières ? Mobilisations et administration locale dans la Régence de Tunis dans la seconde moitié du XIX^e siècle".

Observatoire des migrations libyennes en Tunisie

Responsable : Karima DIRECHE

Chercheurs associés : Olivier PLIEZ, Mohamed KRIAA, Hassan BOUBAKRI, Lorena LANDO.

Partenaires institutionnels : Institut français de Libye, OIM, Faculté de Sousse,

Laboratoire Syfacte (Sfax), Goethe University of Francfort, Observatoire national des migrations (Tunis).

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) de Tunis lance l'initiative d'un observatoire chargé d'étudier les flux migratoires en provenance de la Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi en octobre 2011. L'instabilité politique et les effets de la crise induits par la chute de l'ancien régime ont fait de la Tunisie, pays frontalier, le premier pays d'accueil pour les Libyens qui quittent temporairement ou définitivement le pays.

Selon le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Tunisie aurait accueilli à la fin de l'année 2012 plus de 660.000 Libyens cherchant à se protéger de l'insécurité ou des violences liées à l'instabilité politique de leur pays. Ces arrivées massives se sont produites au moment même où la Tunisie vivait, elle-même, les grandes difficultés d'une transition politique et d'une dégradation préoccupante des conditions socio-économiques et d'une instabilité anxiogène.



© kapitalis.com

Les relations entre la Libye et la Tunisie sont anciennes et une longue tradition d'échanges commerciaux a entretenu une économie frontalière très

dynamique. On estime que 10 % de la population tunisienne vit des retombées du commerce transfrontalier entre les deux pays ; retombées visibles dans le Sud du pays ou des villes comme Ben Guerdane se sont développées et ont donné à cette économie de frontières une des relations commerciales les plus dynamiques de l'espace maghrébin. Cette vitalité vient compenser l'échec du processus d'intégration économique du Maghreb et fait de la Libye, le premier partenaire économique maghrébin de la Tunisie.

La situation de crise que vit actuellement la Libye et la confusion politique (deux parlements, deux gouvernements, une dizaine d'armées-milices rivales) ont ralenti considérablement la libre-circulation des marchandises et ne garantissent plus cette liberté de circulation pour les Tunisiens et les Libyens. Elles ont également favorisé le développement de la contrebande et du



© lemonde.fr.



© kapitalis.com

commerce parallèle ; activités grises qui, d'après les estimations d'une étude de la Banque mondiale de 2014, provoquent des pertes fiscales pour l'État tunisien évaluées à près d'un milliard et deux cent millions de dinars dont 500 millions de dinars en droits de douane. Les mobilités saisonnières des Libyens, vers la Tunisie, se sont transformées en séjours de longue durée sur une bonne partie du territoire tunisien. Pour les plus nantis d'entre eux, Tunis, Djerba, Sousse, Hammamet et Nabeul sont des lieux d'accueils privilégiés. À Tunis, les quartiers d'El Manar et d'Ennasr sont appelés la petite Tripoli tant la communauté libyenne y est concentrée. Sfax accueille les classes moyennes et on retrouve des groupes de

Libyens dans le Sud, de Gabès à Ras Jdir. Une communauté importante représentative de la société libyenne d'aujourd'hui (dans sa structure tribale, ses obédiences politiques, ses catégories sociales, ses clivages partisans) est inscrite dans le tissu social et économique tunisien ; cette installation est également favorisée par les dispositions de la convention bilatérale de 1973 relative au droit du travail, à l'exercice des professions et métiers, au droit d'établissement et au droit de circulation. Pourtant, aujourd'hui, aucune enquête sérieuse concernant ces nouvelles configurations migratoires n'a été menée et les éléments d'information dont nous disposons ne permettent aucune

estimation statistique fiable et encore moins une sociologie des groupes de migrants installés. Les chiffres varient de 100.000 Libyens à un million et demi et laissent la porte ouverte aux spéculations les plus folles et aux représentations les plus stéréotypées.

Les catégories ont elles-mêmes changé ; le profil des migrants (mais le terme ne correspond pas vraiment dans le contexte tunisien), depuis 2014, s'est précarisé et répond à des critères de vulnérabilité économique et sociale. La mobilité vers la Tunisie, pour des raisons sécuritaires, est de plus en plus fréquente et répond de plus en plus à celle de réfugiés politiques mais qui ne dit pas son nom.

Les enquêtes lancées par l'Observatoire de l'IRMC s'inscrivent dans les méthodes de la sociologie des migrations. Entretiens directifs ou semi-directifs, questionnaires, observation participante sont à la base d'enquêtes de type qualitatif qui répondent à trois attentes :

- Interroger la dimension géostratégique de cette migration ;
- Identifier les capacités d'absorption de la société tunisienne : représentations, charges sociales et économiques, réseaux de solidarité ;
- Étudier les modalités d'intégration des migrants libyens.

Objectifs premiers :

- Etablir une typologie des migrants ;
- Estimation statistique à partir d'échantillons de personnes ;
- Identifier les lieux d'installation : Quelles formes d'organisations socio-spatiales ? Quelles logiques de solidarités ? ;
- Identifier les activités économiques.

Portes d'entrées :

- Les soins, les cliniques ;
- Les écoles privées ;
- Les entrepreneurs ;
- Les réseaux de solidarité.

Trois espaces d'enquêtes :

- le grand Tunis ;
- Sfax ;
- Mednine.



© unher.fr

Représentation de la justice et du bien commun

Le projet *Cha'n* (Jeunes, légitimités politiques et reconnaissance sociale dans les processus de transformations sociopolitiques en Tunisie), piloté par l'Observatoire national de la jeunesse (ONJ) et financé par le Centre de recherche sur le développement international (CRDI, Canada), a organisé du 27 au 29 septembre 2015 à Tunis, en partenariat avec l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), un séminaire de formation méthodologique en analyse qualitative destiné à des doctorants en sciences sociales mais aussi à des Mastère 2 et portant sur l'exploitation de l'enquête par entretiens réalisée dans le cadre dudit projet sur « Les représentations de la justice et du bien commun ».

Objectifs du séminaire

L'atelier méthodologique était consacré à :

- Sensibiliser les étudiants aux spécificités de la recherche qualitative ;

- Les engager dans une réflexion sur l'épistémologie de l'approche qualitative (rapport à l'objet, statut de la parole des acteurs et usage de cette parole dans l'écriture scientifique) ;

- Les former à l'analyse des données produites (entretiens) dans le cadre d'une recherche qualitative ;

- Les outiller en matière de techniques d'analyse des données (notamment l'analyse thématique de contenu).

Participants, équipe pédagogique et supports

Les participants étaient des doctorants de différentes disciplines (sociologie, anthropologie, géographie, démographie, sciences juridiques et design) et des étudiants de Mastère 2 de sociologie.

Certains des participants étaient aussi de jeunes enseignants en sciences culturelles, ou encore en urbanisme.

Cette pluridisciplinarité et diversité des expériences a permis d'enrichir les discussions dans la mesure où, si les méthodes de travail et les perspectives sont différentes selon les disciplines, l'approche qualitative a permis à certains participants, moins en prise directe avec la recherche qualitative, de s'y confronter.

Les travaux se sont appuyés sur un ensemble de supports :

- Des entretiens sur support audio ;
- Des entretiens sur support papier ;
- Des articles et extraits d'ouvrages.

Synthèse des travaux du séminaire

Le programme du séminaire a été construit dans une conception s'appuyant sur l'exercice pratique par la confrontation, notamment avec un corpus d'entretiens, et l'engagement des apprenants dans un processus d'analyse de données qualitatives issues d'une recherche sur la perception de la justice sociale chez les jeunes Tunisiens. La démarche suivie a été aussi fondée sur la valorisation et la prise en compte des acquis précédents des participants et de leurs expériences en matière de recherche qualitative. Deux principes ont commandé la construction du séminaire :



© onj.nat.tn

L'équipe pédagogique a été constituée de quatre enseignants chercheurs en sociologie, dont deux impliqués dans la recherche sur « Les représentations de la justice et du bien commun » : Ridha Ben Amor, Imed Melliti, Hayet Moussa et Sihem Najjar.

- la focalisation sur le travail en groupes à partir des transcriptions d'entretiens et la restitution collective en plénière, et avec débat, des résultats de ce travail ;

- un cheminement progressif par l'imprégnation et l'appropriation du

matériau d'enquête (les entretiens). La première étape de ce processus visait à rendre compte des premières impressions et du repérage des bribes de discours les plus congruentes/parlantes par rapport à la problématique de recherche. Il s'agissait aussi de repérer les catégories les plus significatives construites par les acteurs pour parler d'injustice. Enfin, après cette première immersion dans le corpus, les participants ont procédé à un travail de

qualitative » (Imed Melliti) ; une deuxième sur « l'analyse de contenu » en prenant pour exemple « l'analyse thématique » (Hayet Moussa) ; une dernière consacrée à « l'usage du discours des acteurs dans un texte écrit » (Imed Melliti et Hayet Moussa).

La communication d'Imed Melliti avait pour objectif essentiel d'expliquer ce que l'on entend, en méthodologie qualitative, par « catégorie indigène » ainsi

Pour sa part, Hayet Moussa a tenté de démontrer que si l'analyse des données qualitatives doit beaucoup à « l'intuition », au « bricolage » et à « la plongée » dans le matériau, elle ne doit pas non plus céder à un trop grand impressionnisme. Par ailleurs, il s'agissait pour elle de sensibiliser les étudiants au fait que l'interprétation des données qualitatives ne revient pas, soit à dire autrement ce que disent les acteurs soit à « couvrir » le discours des acteurs en lui substituant un autre « plus savant », plus abstrait. L'analyse des données, a-t-elle insisté, est avant tout un processus inductif et l'exemple de l'analyse thématique permettait de démontrer aux étudiants que cette analyse des données est faite d'intuition, de confrontation avec le terrain et le corpus mais aussi de rigueur et de systématisation. En ce sens, l'analyse de contenu thématique constitue une méthode scientifique, systématisée et « objective » de traitement du matériau recueilli. Elle consiste « à repérer dans des expressions verbales ou textuelles des thèmes généraux récurrents qui apparaissent sous divers contenus plus concrets » (Mucchielli).

Les travaux du séminaire ont permis de poser avec les doctorants et étudiants de Mastère 2 quelques questions importantes en matière de recherche qualitative et d'exploitation des données d'enquête par entretien. Ils ont constitué un premier moment de réflexion collective sur les données de l'enquête : le rôle de la comparaison sociale dans la naissance du sentiment d'injustice, la distinction entre l'injustice comme « épreuve personnelle » et comme « réalité du monde », l'importance de l'injustice née du décalage entre les capacités et les potentiels et ce que l'on peut en faire compte tenu de sa condition, la centralité de l'expérience du mépris, la récurrence de la question de la réussite « illégitime », etc.

Les échanges entre formateurs et doctorants ont tourné autour de deux points essentiels :

Les caractéristiques de la recherche inductive. Faire du véritable « inductif », c'est parvenir à restituer le sens qui habite les catégories manipulées par les acteurs et les logiques qui commandent leurs pratiques, leurs choix, leurs attitudes et



© onj.nat.tn

découpage systématique des entretiens transcrits, de codage et de catégorisation en application de la méthode d'analyse dite « thématique ».

Cette option « pratique » orientée vers l'éclosion progressive de savoir-faire dans la confrontation avec un corpus d'enquête est conduite à son terme : que faire alors, au bout du compte, du matériau recueilli et quelles sont les stratégies d'usage des entretiens dans un texte écrit ? Ce dernier point est sans doute le moins pensé par les chercheurs comme en témoigne l'absence d'écrits sur ce sujet.

Pour offrir quelques éléments de cadrage et susciter le débat autour des questions problématiques et des enjeux heuristiques qui se cachent derrière les choix de méthode, trois brèves communications ont été données par les formateurs : une première sur « le statut des catégories indigènes dans la recherche

que l'évolution de cette notion qui a commencé avec Clifford Geertz et qui a été reprise et reformulée dans une visée strictement méthodologique par Jean-Claude Kaufmann dans son livre *L'entretien compréhensif*. Avant d'analyser quelques exemples de ces catégories, l'intervenant a insisté sur une idée majeure, à savoir la continuité nécessaire en méthode qualitative entre connaissance ordinaire et connaissance scientifique, en rappelant que continuité n'est pas homologie et qu'il est tout aussi important de souligner les différences fondamentales qui existent entre la posture du chercheur et celle de l'homme ordinaire. Cela revient à dire que le défi majeur que doivent relever les sciences sociales, selon lui, consiste à produire une connaissance qui soit en congruité avec les objets de pensée de sens commun sans être de la même espèce que ceux-là.

Comptes rendus d'activités

leurs prises de position. L'induction consiste en un travail de montée en généralité et en abstraction en veillant à préserver l'épaisseur du social et la densité des expériences subjectives (ces dernières étant toujours rapportées à des contextes sociaux). Elle fait appel à toutes sortes de tâtonnements et à l'intuition du chercheur, qui reste largement tributaire de ce que Charles Wright-Mills qualifie d'« imagination sociologique », sachant qu'« imagina-tion » n'est pas synonyme de « fabulation » et que le travail de recherche doit répondre à des exigences de rigueur, de probité intellectuelle et d'administration de la preuve.

Le statut de la parole de l'acteur et sa place dans le texte sociologique. La comparaison entre posture « illustrative » et posture « restitutive » permet de saisir les enjeux épistémologiques qui traversent la gestion de la parole des acteurs au niveau de l'écrit. Le recours abusif à la démarche illustrative reflète l'échec du travail d'induction, dans la mesure où il enferme la recherche dans une logique taxinomique qui consiste à ventiler le discours des acteurs dans des « paquets » préconstruits et en fait un réservoir de paroles ayant pour rôle de conforter une

vision théorique et des hypothèses établies à l'avance. Dans ce cas, les « citations » sont toujours plus ou moins forcées pour rentrer dans le moule théorique du chercheur et le travail de production de sens au cours de l'entretien ainsi que sa cohérence interne sont largement occultés. La démarche strictement restitutive pêche par son hyperempirisme. L'idée que le terrain parle de lui-même et que le travail d'analyse doit être abandonné au lecteur conduit à l'effacement total du chercheur et à la disparition de son objet. S'il apparaît évident que la posture médiane est la plus appropriée et la plus fréquente dans les recherches sociologiques de type qualitatif, les doctorants sont amenés à mesurer la difficulté de l'adopter. Plusieurs formes d'écriture à partir des entretiens sont alors évoquées : des citations *in extenso* de long passages, l'analyse des « petites phrases » et des catégories d'acteurs et la reconstitution de portraits.

Conclusion

Pendant les trois jours du séminaire, les doctorants ont bien joué le jeu dans un climat de détente et d'interactivité.

L'interdisciplinarité, le caractère peu formaliste du déroulement des activités de formation et la participation de certains à l'enquête elle-même ont renforcé la dynamique d'échange et enrichi les débats. La dimension « pratique » du séminaire faisant de la sociologie un « métier » qui a ses ficelles et ses tours de main et la confrontation avec le matériau de l'enquête ont été salués par la plupart des doctorants qui regrettent que les cours à l'Université soit moins utiles et plus monotones. Bien qu'elle ait été une véritable réussite, cette formation méthodologique aurait gagné à être prolongée, afin de donner plus de temps au travail sur les entretiens et afin de permettre aux doctorants de se rendre compte de la richesse et des difficultés du travail d'analyse, notamment en ce qui concerne l'analyse thématique. Il aurait été opportun aussi d'envoyer le corpus d'entretien à l'avance aux participants.

**Imed Melliti
et Hayet Moussa**

VIENT DE PARAÎTRE

Imed MELLITI (dir.), 2016, « La fabrique du sens. Écrire en sciences sociales », Collection actes académiques, Edition Riveneuve/IRMC, ISBN : 978-2-36013-375-8.

Les textes des sociologues, des anthropologues et des historiens sont des « choses fabriquées » selon des procédés rhétoriques qu'il n'est pas indifférent de mettre à nu. La « fabrication » de ces textes se fait conformément à des exigences qui ne sont pas celles de l'écriture littéraire : elle vient prolonger un travail d'enquête s'inscrivant dans un rapport au monde différent de celui de la fiction ou du roman. Aussi, les onze contributions qui composent cet ouvrage reviennent sur le paradoxe de ce métier de mots, qui nourrit l'espoir – voire la prétention – de les fonder, en amont, sur le résidu indissoluble de l'enquête et, en aval, sur les procédures de validation et d'administration de la preuve requises par l'activité scientifique comme praxis particulière. Ce métier et cette praxis sont alors restitués dans leurs historicités et rattachés aux inflexions de l'histoire sur la longue durée, aux évolutions des disciplines scientifiques et de leurs publics et à des clivages intergénérationnels exigeant une sociologie des « écrivains » eux-mêmes. L'ouvrage analyse alors l'imbrication de l'écriture et de l'enquête et s'applique à repenser la frontière floue qui sépare la science de la littérature. Un ouvrage conçu comme un manuel pour tous ceux qui écrivent en sciences sociales.

Imed Melliti est chercheur à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, professeur de sociologie à l'Université de Tunis El Manar, secrétaire général de l'Association internationale des sociologues de langue française et directeur du comité de rédaction de la Revue IBLA. Auteur de plusieurs articles sur le religieux, les jeunes et l'histoire des sciences sociales au Maghreb, il a codirigé l'ouvrage collectif Visions du monde et modernités religieuses : regards croisés (Publisud, 2012).



Du savoir-faire au faire-savoir

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain de Tunis entend contribuer au développement de la visibilité de la recherche maghrébine et des jeunes chercheurs travaillant sur l'aire régionale maghrébine, par de nombreux biais dont celui d'une présence accrue dans les foires expositions et les salons spécialisés.

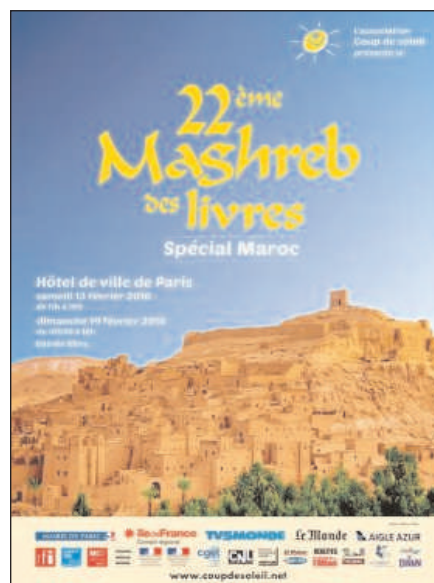
Salon internationale du livre d'Alger



L'IRMC a ainsi participé, pour la première fois, en fin d'année 2015, au Salon international du livre d'Alger (SILA). Du 29 octobre au 7 novembre 2015, la 20^e édition de cette manifestation a ainsi permis d'exposer 910 éditeurs venant de plus de 50 pays et rassemblant près de 1,5 millions visiteurs. L'IRMC, invité sur le stand de l'Institut français d'Algérie, a ainsi pu présenter au public algérien et international ses publications, à travers une présence permanente sur toute la durée du SILA mais aussi en participant à la programmation du stand français avec par exemple l'intervention de Myriam Bacha qui a pu présenter deux de ses ouvrages IRMC : *Architectures au Maghreb (XIXe-XXe siècles) : réinvention*

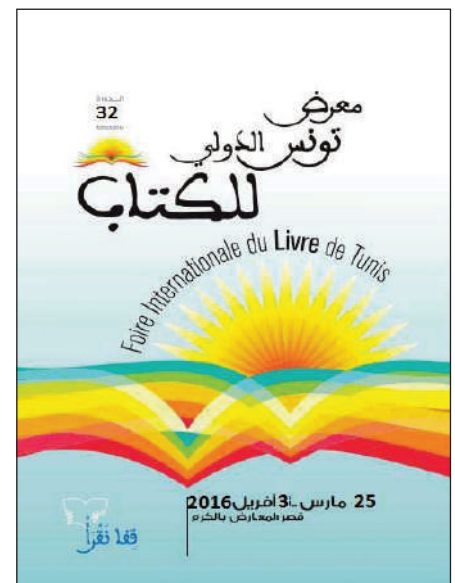
du patrimoine et Patrimoine et monuments en Tunisie.

Maghreb des livres de Paris



L'IRMC a poursuivi sa représentation dans les salons spécialisés avec une présence à la 22^e édition du Maghreb des livres, à l'Hôtel de ville de Paris, les 13 et 14 février 2016. Comme chaque année, un vaste espace librairie présentait les ouvrages édités en 2015 en France et au Maghreb, essentiellement en langue française mais aussi en arabe et en tamazight. Lieu de débats et de réflexions collectives sur la littérature mais également sur l'histoire et/ou l'actualité du Maghreb, 160 auteurs se sont relayés pour des entretiens, des lectures et des tables rondes. L'IRMC tenait une nouvelle fois son stand dans l'espace revue de la manifestation afin, là encore, de présenter ses travaux et ses publications. Ce salon est l'occasion de participer à la mise en réseau scientifique, avec la rencontre de chercheurs s'intéressant aux terrains maghrébins, désireux de s'y rendre, mais également propice aux retrouvailles avec des anciens chercheurs passés par l'IRMC.

Foire internationale du livre de Tunis



Dernière étape en date, la Foire internationale du livre de Tunis (FILT) qui s'est tenue du 27 mars au 3 avril 2016 au Parc d'exposition du Kram et à laquelle l'institut participe chaque année. Invité sur le stand de l'Institut français de Tunisie, l'IRMC a une nouvelle fois présenté ses publications au grand public et participé à la programmation et à l'animation des activités du stand français. L'ensemble de ses personnels, administratifs ou de recherche se sont relayés toute la semaine pour aller à la rencontre des Tunisiens.

Avec cette présence régulière, aussi bien en Tunisie qu'à l'international, l'IRMC a considérablement amélioré la visibilité de son action. L'institut souhaite poursuivre cette ouverture, car à l'heure des réseaux sociaux et de l'information continue, le savoir-faire ne peut être perçu que si l'on maîtrise également le faire-savoir.

Romain Costa

Sélection thématique sur la Tunisie révolutionnaire et post-révolutionnaire



► **ZAYANI Mohamed**
Networked publics and digital contention : the politics of everyday life in Tunisia.-New York : Oxford University Press, 2015 cop.
Cote : M 32510

How is the adoption of digital media in the Arab world affecting the relationship between the state and its subjects ? What new forms of online engagement and strategies of resistance have emerged from the aspirations of digitally empowered citizens ? This book tells the compelling story of the concurrent evolution of technology and society in the Middle East and North Africa region. It brings into focus the intricate relationship between Internet development, youth activism, cyber resistance, and political participation.



► **SALMON Jean-Marc**
29 jours de révolution : histoire du soulèvement tunisien, 17 décembre 2010 – 14 janvier 2011.- Paris, Les petits matins, 2015 impr.
Cote : M 32506

Un mouvement de protestation né dans une petite ville excentrée de Tunisie a chassé un dictateur et surpris tous les experts ainsi que la diplomatie internationale. Cette révolution "à grande vitesse" est un événement historique pour la Tunisie (une République pluraliste remplace un système autoritaire), pour le Proche-Orient (les soulèvements populaires de nombreux pays arabes imiteront celui-ci, sans parvenir toutefois au même succès) et pour la jeunesse des pays occidentaux (une source d'inspiration pour les Indignés de Madrid comme Occupy Wall Street à New York).

► **MAHFOUDH-DRAOUI Dora,** Dir.
Tunisiennes et action politique en contexte post-révolutionnaire.- Tunis, CREDIF, [S.d.]
Cote : M 32508

► **WESLATI Slah**
Tunisie en démocratie, guerre civile et terrorisme : « arrêtez le massacre ! ».- [S.l.], Paris-Pha International, 2014 impr.
Cote : M 32494

Collectif

► *Associations et actions publiques.*- Paris ; Perpignan : Desclée de Brouwer, 2015 impr.
Cote : M 32478
Confrontées à de nouvelles contraintes, les associations ne sont pas condamnées à l'impuissance. Beaucoup combattent l'uniformisation et résistent à la dépression. Leurs répertoires d'action et leurs domaines d'intervention sont extrêmement variés. Il est difficile d'enfermer leurs activités soit dans la prestation de services soit dans le plaidoyer. Imbriquant l'économique, le social et le politique, elles déclouissent et dérangent.

Collectif

► *La démocratisation dans le monde arabe : alternance pour quelle alternative ? : colloque.*- Paris : Les points sur les i, 2015 impr.
Cote : M 32482

Collectif

► *Les nouvelles constitutions arabes : Tunisie, Maroc, Egypte : colloque international organisé les 28 février et 1^{er} mars 2014 à Tunis.*- Tunis : Konrad Adenauer Stiftung, 2015
Cote : M 32483

► **BENDANA Kmar**
Histoire et culture dans la Tunisie contemporaine : 2002-2012.- Tunis : Université de La Manouba, Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie contemporaine, 2015
Cote : M 32420
Le recueil des neuf textes édités dans cet ouvrage commence par le

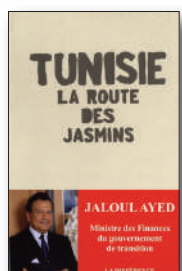
discours d'habilitation à diriger des recherches, prononcé en juin 2002. Le texte « Un terrain d'histoire culturelle : la Tunisie » qui en est issu traduit l'effort intrinsèque à l'exercice de l'habilitation : celui de définir un champ de recherche et d'intérêt. Le délimiter comme : Histoire culturelle et histoire des intellectuels en Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles, m'a aidée à sauter de plain-pied dans le biais historiographique

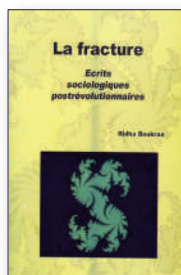
► **ZAGANIARIS Jean**
Un printemps de désirs : représentation des genres dans la littérature et le cinéma marocains à l'heure des Printemps Arabes.- Casablanca : La Croisée des chemins, 2014 impr.
Cote : M 32271

Si la sexualité n'a pas été centrale au sein des manifestations du «printemps arabe», elle a néanmoins été présente dans les contours. Ce livre montre que les discours sur la libéralisation de la sexualité et sur la dénonciation de la domination masculine sont omniprésents dans les sociétés islamiques. Rompant avec les visions réifiées mettant l'accent sur la h'chouma ou sur une prétendue schizophrénie marocaine, cet ouvrage s'intéresse plutôt à la façon dont les artistes du Maroc rendent compte de la société plurielle et composite dans laquelle nous vivons.

► **VASCONCELOS Alvaro de**
La vague démocratique arabe : l'Europe et la question islamiste.- Paris : L'Harmattan, 2014 impr.
Cote : M 32341

En 2011, les partis islamistes sont devenus des acteurs incontournables de la vague démocratique arabe, montrant leur importance comme alternative aux régimes autoritaires dans la région, ce que beaucoup d'Européens acceptent difficilement. L'auteur nous aide à comprendre comment l'ignorance de ces derniers





à l'égard de l'islamisme politique est un obstacle à une politique éclairée de soutien aux mouvements démocratiques arabes.

Collectif

► **Arab revolutions and beyond : change and persistence.**

Proceedings of the international conference, Tunis 12-13 november 2013.- Le Caire : Center for North African and Middle Eastern Politics, Freie Universität Berlin : Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, 2013
Cote : G32371

► **YOUSFI Hèla**

L'UGTT une passion tunisienne : enquête sur les syndicalistes en révolution (2011-2014).- Tunis ; Paris : IRMC ; Karthala, 2015 impr.
M 32502

► **BOUKRAA Ridha**

La fracture. Ecrits sociologiques postrévolutionnaires : approche quantitative et fractale du printemps arabe en Tunisie
Cote : G 31933

► **SIFAOUI Riadh**

El Kasbah (pseudo) Tunisie : fragments de révolution.- Tunis : Cérès éd., 2014 impr.
Cote : 32021

Fragments de Révolution' est un livre qui résume les trois années qui ont suivi le 14 janvier 2011 à travers les publications d'un blog. L'ouvrage retrace les moments forts de 'El Kasbah', un blog né sur Facebook au printemps 2011.

► **KATTOU Mehdi**

Chronique d'une révolution avortée

Cote : M 32026

Ce livre s'adresse à tous ceux qui ont cru et qui croient, encore et toujours, en une Tunisie nouvelle, démocratique, intelligente, débarrassée des intégrismes en tout genre et des extrémismes de tout bord. Ce livre s'adresse aux Tunisiens qui croient en un avenir meilleur pour leur progéniture, mais aussi en un présent radieux, ou du moins stable et serein. Ce livre ne s'adresse pas aux agneaux de Panurge, ni aux obtus idéologiques et encore moins, aux

adeptes du conformisme qui annoncent la propagande qu'on leur sert, se privant, ainsi, de la faculté de s'interroger, de questionner, de réfléchir et de choisir.

► **AYED Jaloul**

Tunisie, la route des jasmins.- Paris : Ed. de la Différence, 2013
Cote : M 32030

Le 14 janvier 2011, un séisme ébranle la Tunisie tout entière dont les ondes de choc se répandront dans tout le monde arabe. Ben Ali, après vingt-trois ans d'un régime autoritaire et népotique, fuit le pays sous la pression de la rue, entraînant la chute d'autres dictatures. Le 28 janvier, Jaloul Aayed est nommé ministre des Finances d'un gouvernement transitoire confronté à de nombreux défis. Comment reconstruire un cadre institutionnel démocratique ? Quelles voies emprunter pour relancer l'économie ? Comment concilier les impératifs nationaux et les exigences d'une économie mondialisée ?

► **BELKHODJA Abdelaziz ; CHEIKHROUHO Tarak**

14 janvier : l'enquête.- Tunis : Apollonia éd., 2013
Cote : M 32031

17 décembre 2010 : un fait divers provoque des manifestations au centre de la Tunisie. Janvier 2011, le mouvement s'étale et atteint pratiquement tout le pays. Avant même que le soulèvement n'aboutisse au départ de Ben Ali, de violentes manifestations ont lieu dans le monde arabe. Elles gagnent même les intouchables monarchies pétrolières. La chute de Ben Ali sera suivie de celle de Moubarak, Abdallah Salah et Kadhafi, tandis que de nombreuses réformes politiques et sociales sont amorcées dans plusieurs pays arabes pour contenir la colère populaire.

► **M'RAD Hatem**

Tunisie : de la révolution à la constitution.- Tunis : Ed. Nirvana, 2014

Cote : M 32032

De la Révolution à la Constitution, du 14 janvier 2011 au 26 janvier 2014, les Tunisiens ont vécu une accélération de l'histoire sans pareil, en près de 3000 ans. Durant

ces trois années les défis et les enjeux ont été innombrables, c'est ce qui rend cette phase intense et riche sur le plan historique. Là, contrairement à ce que disait Hegel, les Tunisiens faisaient l'histoire et n'ignoraient pas qu'ils la faisaient. La Révolution délibérait en eux en permanence.

► **SEDDIK Youssef**

Tunisie : la révolution inachevée.- Sfax : Med Ali éd., 2014
Cote : M 32056

► **AISSA Lotfi**

Etre tunisien : opinions croisées.- Tunis : Ed. Nirvana, 2014
Cote : M 32066

► **BOUKRAA Ridha**

La fracture : écrits sociologiques postrévolutionnaires
Cote : M 32072

► **BEN LAMINE Meriem ; BOUSSOIS Sébastien**

La Tunisie face à l'expérience démocratique.- Paris : Ed. du Cygne, 2013
Cote : M 32118

► **BEDOUI Abdelmajid**

Grandeurs et misères de la révolution tunisienne.- Paris : L'Harmattan, 2014
Cote : M 32126

► **BEN SLAMA, Ridha**

Les nouveaux prédateurs.- Tunis : Berg-Ed., 2014
Cote : M 32302

► **BADIE Bertrand**

Le temps des humilités : pathologie des relations internationales.- Paris : Odile Jacob, 2014 impr.
Cote : M 32342

► **HACHED Farah ; FERCHICHI Wahid**

Révolution tunisienne et défis sécuritaire

Les archives de la dictature : entre justice transitionnelle et sécurité Protection de la vie privée et transparence : dans le secteur de la sécurité. Défis sécuritaire.- Sfax ; Tunis : Med Ali Ed. : IRMC : Le labo' démocratique, 2014
Cotes : M 32252 / M 32256 / M 32257

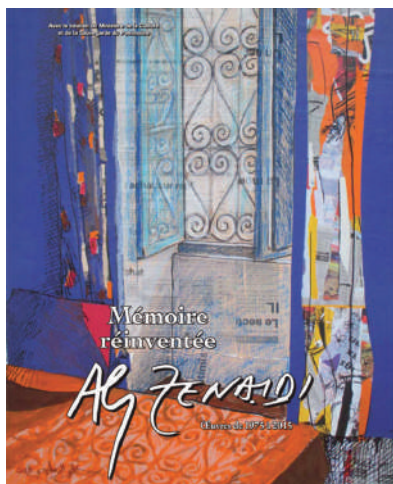
Les nouvelles acquisitions de la bibliothèque

DES BEAUX LIVRES

► **KHANOUSSE Mustapha ;
AYACHI, Tahar**

Gafsa : une terre, une histoire des hommes.- [Tunis] : Simfact, 2012.
Cote : G 32500

► **ZENAIDI Ali**



Mémoires réinventées : œuvres de 1975 à 2015.- [Tunis] : Mim éd., 2015 DL.
Cote : G 32499

► **BEN CHEIKH Mehdi**

Djebahood : les musées du Street Art à ciel ouvert = open-air museum of Street-Art.- Tunis, Lalla Hadria éd., 2015 DL.
Cote : G 32498

► **FILALI Aïcha**

Ana-chroniques.- Tunis, Sud éd., 2015 cop.
Cote : G 32497

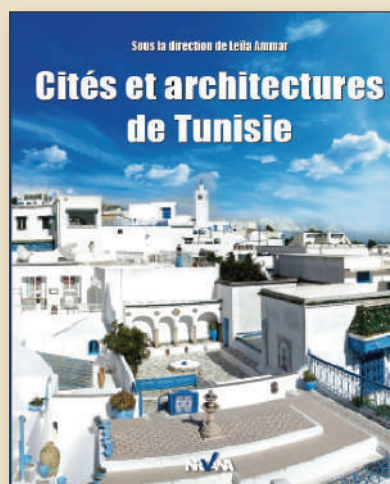
► **CHEMLA Jacques ; GOFFARD Monique ; VALENCI Lucette**

Un siècle de céramique d'art en Tunisie : les fils de J. Chemla, Tunis.- [S.l.], Déméter, 2015 cop.
Cote : G 32496



COUP DE CŒUR DES BIBLIOTHECAIRES

AMMAR Leïla, Dir.
Cités et architectures de Tunisie.-
Tunis, Nirvana, 2015.



DES OUVRAGES SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES DE LA TUNISIE À TRAVERS LES ÂGES

► **GOUSSAUD-FALGAS Geneviève**

Le consulat de France à Tunis aux XVIIe et XVIIIe siècles : vie quotidienne.- Paris, L'Harmattan, 2014 impr.
Cote : M 32490

► **GHALI Adnen El**

La route des consuls : les territoires de la diplomatie à Tunis.- Paris, Les points sur le i, 2015 impr.
Cote : M 32491

► **JERAD Medhi, Ed.**

Les relations diplomatiques de la Tunisie en temps de crises (XVIe – XXe siècles) : actes de la journée d'études, organisée à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sousse [S.l.], 2015.
Cote : M 32509

► **BUHAGIAR Marie-Thérèse**



L'épouse secrète de Hussein 1^{er}, bey de Tunis (1705-1740) : de la vie cachée de Maria Dominica Doria, fille d'Ettore Doria, gouverneur de Tabarka, captives des Barbaresques, esclave au harem du

Bardo, épouse de Hussein 1^{er}, bey de Tunis, ancêtre des princes de la maison husseinite (1705-1957).- [S.l.] : [S.n.], 2014 impr.
Cote : M 32493

► **BEN MILED Lotfi**

Les relations entre Ifriqiya et l'Orient islamo méditerranéen (1052-1509).- [Zaghouan], Fondation Temimi, 2009
Cote : M 32475

DES ANALYSES POLITIQUES

► **NACCACHE Gilbert**

Comprendre m'a toujours paru essentiel.- Tunis, Chama, 2015.
Cote : M 32492

► **CHELBI Mustapha**

Eternelle Tunisie.- [S.l.], [S.n.], [S.d.]
Cote : M 32495

► **BRAS Jean-Philippe**



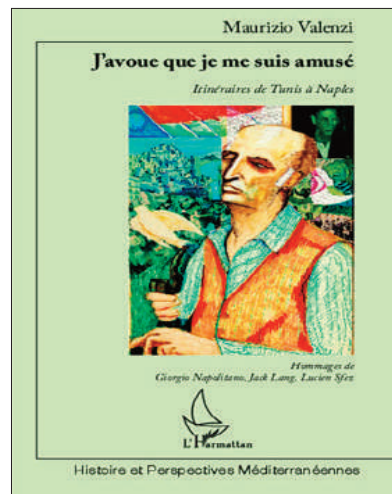
Faire l'histoire du droit colonial : cinquante ans après l'Indépendance de l'Algérie.- Paris : Karthala : IISMM, 2015 impr.
Cote : M 32479

► **VALENZI Maurizio**

J'avoue que je me suis amusé : itinéraire de Tunis à Naples.- Paris : L'Harmattan, 2015 impr.
Cote : M 32480

► **HEURTEAUX Jérôme ; ZALEWSKI Frédéric**

Introduction à l'Europe post-communiste.- Bruxelles : De Boeck, 2012 DL
Cote : M 32481



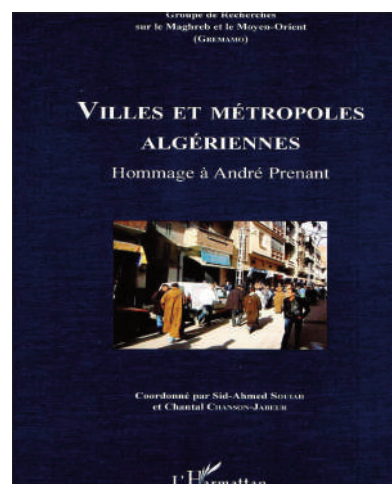
► **BOUSSOIS Sébastien**



Israël entre quatre murs : la politique sécuritaire dans l'impasse.- Bruxelles, GRIP, 2014 impr.
Cote : M 32422

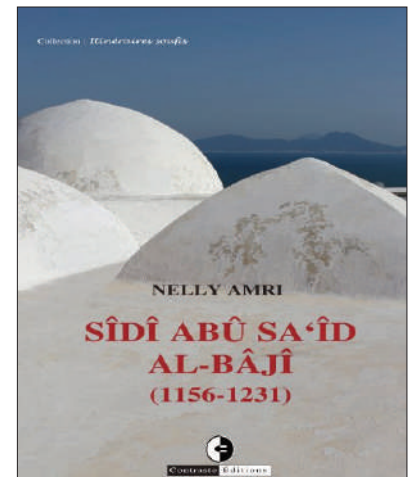
D'AUTRES THÈMES

► **Villes et métropoles algériennes : hommage à André Prenant.**- Paris :



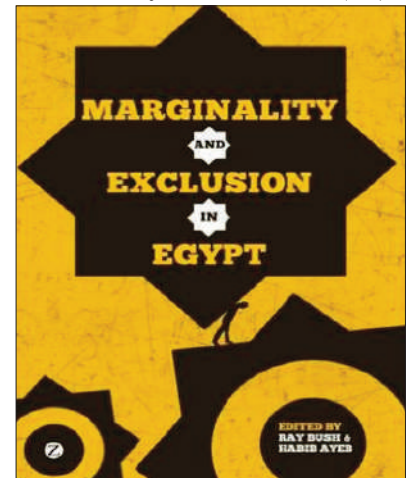
L'Harmattan, 2015 DL
Cote : M 32423

► **AMRI Nelly**



Sîdî Abû Sa'îd Al-Bâjî (1156-1231).- Soussse : Contraste Ed., 2015
Cote : M32421

► **BUSH Ray ; AYEYB Habib (éd.)**



Marginality and exclusion in Egypt.- Le Caire : The American University in Cairo Press, 2012 cop.
Cote : M 32514

► **ACHOUR KALLEL Myriam**

Mixages de langues et représentations de la « diversité » : une approche anthropologique des pratiques linguistiques de la radio Mosaïque FM en Tunisie.- Beyrouth : Université Saint-Joseph, [2010-2011 ?]
Cote : Br 32424

VEILLE SCIENTIFIQUE

Avril 2016



POSTES ET MOBILITÉ

■ Ministère de la Défense (France)

Financement d'allocations doctorales et postdoctorales Relations Internationales et stratégie

Ce dispositif vise à contribuer à régénérer le vivier de la recherche universitaire dans les domaines de la défense et de la sécurité. A cette fin, il finance des laboratoires universitaires pour leur permettre de recruter - des doctorants, via des contrats doctoraux, pour une durée de trois ans et un salaire mensuel net de 1 550€ - des postdoctorants, via des contrats postdoctoraux, pour une durée de douze mois et un salaire net mensuel de 2 300€ Les allocations doctorales et postdoctorales Relations Internationales et stratégie se déclinent en deux programmes :

1/ Programme « thématique »

Date de limite d'inscription le 10 mai 2016.

Soutien financier : Campagne 2016 ouverte (IRSEM)

Ce programme doctoral cible les thématiques prioritaires pour le ministère, tout en offrant un cadrage suffisamment souple pour laisser une liberté de proposition aux candidats et aux écoles doctorales. Ce programme pourra financer jusqu'à 6 allocations par an, pour une durée de 3 ans. -

2/ Programme « innovation »

Date de limite d'inscription le 10 mai 2016

Soutien financier : Campagne 2016 ouverte (IRSEM)

Ce programme doctoral vise à favoriser l'approche innovante, en sélectionnant des sujets libres, tant au niveau de la thématique d'études que de la démarche



méthodologique ou de la dimension transdisciplinaire. Ce programme pourra financer jusqu'à 3 allocations par an, pour une durée de 3 ans.



■ European Institute for Advanced Study (UE)

The European Institutes for Advanced Study (EURIAS) Fellowship Programme is an international researcher mobility programme offering 10-month residencies in one of the 18 participating Institutes: Aarhus, Amsterdam, Berlin, Bologna, Budapest, Cambridge, Delmenhorst, Edinburgh, Freiburg, Helsinki, Jerusalem, Lyon, Madrid, Marseille, Paris, Uppsala, Vienna, Zürich.

For the 2017-2018 academic year, EURIAS offers 48 fellowships (25 junior and 23 senior positions). All IAS have agreed on common standards, including the provision of a living allowance (in the range of € 26,000 for a junior fellow and € 38,000 for a senior fellow), accommodation (or a mobility allowance), a research budget, plus coverage of travel expenses.

Date limite: 08 juin 2016



■ LabexMed-Aix-Marseille Université-MMSH

Appel à candidatures pour contrats postdoctoraux

Dans son programme d'excellence, Labexmed accueille des jeunes chercheurs au sein des laboratoires de recherche partenaires selon trois dispositifs différents : les contrats LabexMed (6 contrats par an), la bourse Gerda Henkel (une bourse par an), les bourses Fernand Braudel (actuellement 6 bourses par an).

Contrats postdoctoraux outgoing LabexMed 2016 : 19 mai 2016.

Bourse postdoctorale Gerda Henkel-LabexMed 2016 : 19 mai 2016.



■ Conseil arabe pour les sciences sociales (Liban)

Bourses de recherche postdoctorales

Ce programme de bourse de recherche cible les chercheurs en sciences sociales, notamment dans le domaine des sciences politiques, l'économie, la sociologie, l'anthropologie, l'éducation, la démographie, les médias, et les études

culturelles, entre autres. Pour le 1^{er} cycle du programme, l'orientation thématique est ouverte.

Le CASS emploie généralement une définition large des sciences sociales qui inclut les sciences sociales fondamentales telles que l'anthropologie, la démographie, l'économie, la science politique, la psychologie sociologie. Ceci est en plus de « disciplines connexes » tels que l'art, l'architecture, la géographie, l'histoire, le droit, la littérature, la linguistique, la philosophie et la santé publique et les domaines interdisciplinaires tels que les études de genre, études culturelles, études médias, études sur le développement et les études urbaines.

Les bourses offriront un financement total (y compris les dépenses de logement et de recherche) pendant 9 mois pour un montant total de 32 000 USD.

La date limite pour les demandes de ce cycle est le 13 juin 2016.



■ SOAS University (Royaume-Uni)

ERC PhD Studentship - The Maghreb

The Maghreb (Morocco, Tunisia and Algeria) case study will examine literary production, circulation and reception in multilingual Maghreb. The PhD student within this strand will work either on (a): the circulation of cosmopolitan and vernacular languages (Arabic Fusha, Darija, Amazigh, Judeo-Arabic, etc.) and of both oral and written genres in the pre-colonial period. The project may explore the "significant geographies" (imaginative and real) and "multilingual local" (Orsini 2015) of pre-colonial Maghrebi literature, and its co-constitution with Mashreqi, African and European traditions.

The project may focus on specific authors or networks which championed interlingual and interliterary contacts; on the parallel study of important genres or groups of texts; or on the study of oral literature (orature) and its links to written texts and traditions in the Arabic Mashreq and other regions. The successful

candidate will have very good knowledge of Arabic Fusha and preferably a knowledge of other Maghrebi languages.

Deadline : 9 May 2016



■ Fondation CAMARGO (France)

Appel pour un accueil en résidence CAMARGO 2016-2017

Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation CAMARGO, LabexMed lance la troisième édition du programme d'accueil en résidence d'équipes de projet autour des Arts et des SHS. Des équipes de 2 à 5 personnes rassemblant artistes et chercheurs de toutes nationalités pourront bénéficier d'une résidence de 2 à 4 semaines entre novembre 2016 et avril 2017 pour la construction ou le développement d'un projet.

L'équipe du projet devra comprendre au moins un chercheur appartenant à une des unités de recherche partenaires du programme LabexMed. La priorité sera donnée aux équipes incluant une personne en provenance d'un pays méditerranéen.

La date limite de dépôt est le 10 juin 2016 (minuit heure de Paris).



■ Orient Institut Beirut (Liban)

Postdoctoral Research Fellowship 2016/17

The Orient-Institut Beirut (Max Weber Foundation) conducts and supports research on the region (MENA) in the Humanities and Social Sciences. With our postdoctoral fellowships we seek to enhance co-operation with academic institutions in the region. The fellowship will be granted for up to 12 months, beginning with September 15 2016 (or later this year). The stipend amounts to € 1900 per month.

Date limite: 31 mai 2016

APPELS À PROPOSITIONS ET BOURSES DE RECHERCHE



■ Institut Français de Tunisie

Appel d'offres IFT : Colloque, séminaires.

Le Service de coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France lance un appel à projets pour des manifestations scientifiques, colloques, séminaires, congrès, journées d'étude et ateliers.

Pour les manifestations prévues entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2016 : date limite de dépôt fixée au 1^{er} juin 2016.

■ Ministère de l'Intérieur (France)

Appels à projets de recherche 2016 « Islam, religion, société »

Les appels à projets 2016, qui s'adressent à l'ensemble de la communauté académique francophone, répondent aux besoins de connaissance des pouvoirs publics, dont le récent rapport « Recherche sur les radicalisations » de l'Alliance Athena (mars 2016) estime qu'ils devraient nouer un dialogue plus soutenu avec le monde de la recherche.

En amont de la « radicalisation », il conviendra de préciser la nature des « discours de rupture » (Projet n°8-2016) qui circulent dans l'espace discursif musulman français ainsi que leurs vecteurs. A l'opposé de ces « discours de rupture », on ne doit pas ignorer pour autant les « approches réformistes » (Projet n°11-2016) de plus en plus visibles. Un appel d'offres sera également lancé sur le thème de l'« Enseignement confessionnel destiné aux enfants » (Projet n°9-2016) ainsi que sur les « Établissements scolaires musulmans en France » (Projet n°10-2016) qui se sont multipliés ces dernières années. Enfin, il est envisagé de financer le prolongement de l'étude préliminaire sur « Le marché *halal* en France et en Europe » (Projet n°12-2016) amorcée en 2015 ainsi que de proposer à une équipe de recherche de mener une investigation sur le « *Hadj* : étude du marché français et enquête de satisfaction des pèlerins » (Projet n°13-2016).

Date limite : 30 mai 2016



■ CEDEJ (Egypte)

Bourses communes CEDEJ/IFAO

Dans le cadre d'un renforcement de leur coopération scientifique, le Cedej et l'Ifao proposent une bourse en sciences humaines et sociales portant sur les évolutions contemporaines de la société égyptienne aux XIXe et XXe siècles. Cette bourse s'adresse à des étudiants de toute nationalité titulaires d'un Master 2 ou équivalent, et justifiant d'une inscription en doctorat à la date du 1^{er} septembre 2016.

Le montant de la bourse est de 12 mensualités de 1 000 euros nets pour chaque mois (en plus de l'octroi d'un billet d'avion aller/retour).

Date limite : 15 juin 2016



■ ERANETMED (France)

ERANETMED joint call for research proposals on environmental challenges and solutions for vulnerable communities

The present statement is an announcement of the 2nd joint transnational research call of ERANETMED co-funded by the following Euro-Mediterranean countries : Algeria, Cyprus, Egypt, France, Germany, Greece, Italy, Jordan, Lebanon, Malta, Morocco, Spain, Tunisia, Turkey. The aim of this call is to propose sustainable solutions for the environmental challenges of "Euro-Mediterranean vulnerable communities" intended as those communities living in areas –coastal zones or inland - in which local resources like biodiversity, land and water, energy or food are under serious threat by factors such as migration, environmental, socio- economic factors etc.

The total financial contribution to the Joint Call will be 11,450,000 Euro.



■ Agence Nationale de la Recherche (France)

Montage de Réseaux Scientifiques Européens ou Internationaux (MRSEI)

Dans le cadre de son Plan d'action 2016, l'ANR propose un instrument spécialement dédié au «montage de réseaux scientifiques européens ou internationaux» (MRSEI). Il vise à faciliter l'accès des chercheurs français aux programmes de financement européens (Horizon 2020 principalement) et/ou internationaux.

Date limite: 6 juin 2016



■ IFAO (Egypte)

Appel à projets scientifiques pour 2017

Appel à projets scientifiques pour L'Institut français d'archéologie orientale (Ifao) du Caire entrera le 1^{er} janvier 2017 dans un nouveau programme quinquennal. Chaque année, un appel à projets sera diffusé auprès de la communauté scientifique. Il s'adresse à tout chercheur, français ou étranger, qui souhaite développer des recherches dans les domaines de compétence de l'Ifao, couvrant l'histoire de l'Égypte, de la Préhistoire à l'époque contemporaine.

La date limite de soumission de projets est le 31 mai 2016.



■ Commission européenne (Bruxelles)

Conseil européen de la recherche

Plusieurs appels à propositions de l'ERC

sont actuellement ouverts :

ERC Advanced Grants 2016 (chercheurs confirmés)

- ouverture : 24 mai 2016

- clôture : 1^{er} septembre 2016

- budget 540M€ pour un nombre approximatif de 240 bourses

Pour plus d'informations :

<http://erc.europa.eu/funding-and-grants>



■ Gerda Henkel Foundation (Allemagne)

Research Grants in History, Anthropology, Sociology

Project staff on research projects may only be financed by PhD or research grants. A fundamental prerequisite for a grant is that project staff conduct their own research, which is published under their name.

The application deadline for the Foundation is 15 June 2016.

Special programme « Islam, the Modern Nation State and Transnational Movements »

The special programme «Islam, the Modern Nation State and Transnational Movements» is aimed at researchers who, with an eye to current developments, are examining the emergence of political movements in the Islamic world at the national and/or transnational level.

Historical studies are encouraged and supported, together with projects in the areas of religious, cultural or political science : What emancipatory, what modern elements does political Islam promise and integrate ? What developments, what connections, what similarities in the key categories, interpretations and claims are to be drawn between pan-Arabism and pan-Islamism at the close of the 19th century and the movements of today ? What historical self-descriptions are recognizable in the concepts ? *Via* what specific ideas of communalisation can social radicalisation and mobilisation for violence be legitimised ?

Date limite : 27 mai 2016



■ Campus France

Partenariats Hubert Curien (PHC)

Les Partenariats Hubert Curien (PHC) s'adressent aux laboratoires de recherche et sont mis en œuvre afin de financer des projets de recherche, établis conjointement par deux équipes de recherche, l'une française, l'autre étrangère, qui bénéficient après évaluation du soutien financier des deux instances partenaires.

L'objectif des PHC est de développer les échanges scientifiques et technologiques d'excellence entre les laboratoires de recherche des deux communautés scientifiques, en favorisant les nouvelles coopérations.

Les financements alloués sont exclusivement destinés à financer le « surcoût international » des projets, c'est-à-dire la mobilité des chercheurs engagés dans ces partenariats.

- Liban- PHC Cèdre - date limite de candidature : 17 mai 2016.
- Algérie- PHC Tassili - date limite : 23 mai 2016.
- Egypte- PHC Imhotep - date limite : 31 mai 2016.
- Iran- PHC Gundishapur - date limite : 23 juin 2016.



■ Economic and social research council (Royaume-Uni)

Appel à projets collaboratifs avec des chercheurs internationaux

Awards ranging from £350,000 to £1 million can be made to eligible institutions to enable individuals or research teams to undertake anything from a standard research project through to a large-scale survey and other infrastructure or methodological development. Any academic researcher (i.e. those holding a PhD or equivalent qualification, or higher) from an established International Research Organisation of comparable standing to an ESRC-recognised UK Research Organisation will

be eligible. Individuals from international business, third sector and government bodies may also be eligible, however this will be examined on a case-by-case basis.

Date limite: appel permanent



■ National Geographic Society (Etats-Unis)

National Geographic Society/Waite Grants

Funded by the Waite Foundation, the NGS/Waite Grants Program targets projects around the world in the cultural and social sciences at the cutting edge of technology and exploratory research.

The program helps qualified individuals launch what is often the most difficult stage of a project to secure funding—the search—and awards grants for exploratory fieldwork with the potential for new breakthroughs. To date, the program has granted nearly \$3.5 million and has funded close to 300 field projects in sciences such as anthropology, archaeology, nautical archaeology, biology, geography, geology, oceanography and paleontology.

NGS/Waite grants are able to fund «proof of concept» research for applicants at an earlier stage in their careers than other NGS grant programs. Special emphasis is placed on expedited grant processing and turnaround.

Date limite: appel permanent

DIVERS



■ OIF (France)

Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor en sciences humaines.

L'OIF et l'Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) annoncent l'ouverture des candidatures pour la 9e édition du Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor en sciences humaines. A l'instar de l'édition précédente, ce Prix portera simultanément

sur la traduction du français vers l'arabe ou de l'arabe vers le français. Le dernier délai pour la présentation des dossiers de candidature est fixé au 25 mai 2016.



■ Musée du Quai Branly (France)

Prix de thèse 2016

Le département de la Recherche et de l'Enseignement du musée du quai Branly souhaite encourager et soutenir les travaux de recherche dans les domaines des arts occidentaux et extra-occidentaux, des patrimoines matériels et immatériels, des institutions muséales et de leurs collections, de la technologie et de la culture matérielle. Les disciplines concernées sont l'anthropologie, l'ethnomusicologie, l'histoire de l'art, l'histoire, l'archéologie, les arts du spectacle et la sociologie.

A cette fin, deux prix de thèse pour aide à la publication d'un montant total de 8 000 euros sont attribués chaque année à deux thèses de doctorat qui se distinguent par leur intérêt scientifique et leur originalité. Seront prises en compte les thèses rédigées en français ou en anglais soutenues depuis le 1^{er} octobre 2014 (une seule candidature est possible). Cette thèse doit traiter d'un sujet lié aux champs de recherches privilégiés par le musée.

Date limite : 3 juin 2016

■ Prix Le Monde de la recherche universitaire (France)

Prix de thèse 2016

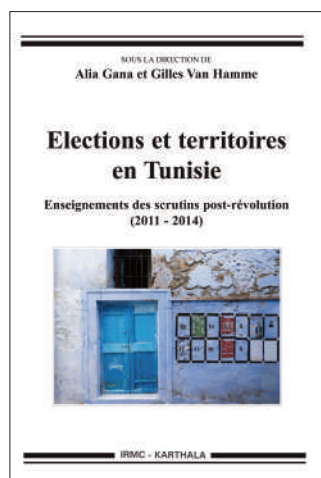
Lancé en 1997, le Prix Le Monde de la recherche universitaire valorise des travaux de thèse de chercheurs francophones, susceptibles d'influencer notre environnement scientifique, économique et social. En sciences humaines et sociales, trois docteurs seront primés et leurs travaux publiés aux Presses universitaires de France (PUF).

Date limite : 31 mai 2016

Clément Perarnaud

SOUS PRESSE

Alia GANA et Gilles VAN HAMME (dir.), 2016, *Elections et territoires en Tunisie. Enseignements des scrutins post-révolution (2011-2014)*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 241 p. (sous presse).



Pionnière des « soulèvements arabes », la Tunisie est aujourd'hui le seul pays à poursuivre l'« expérience de démocratisation politique » entamée suite à la « révolution » de l'hiver 2010-2011. Les élections libres et concurrentielles de 2011 et de 2014 constituent un fait marquant de ce processus de changement. Proposant une lecture inédite de ces élections, de leurs enjeux et de leurs résultats, les auteurs de ce livre poursuivent une double ambition : proposer un ouvrage de référence sur les scrutins post-révolution et présenter une analyse des dynamiques sociales et politiques de la Tunisie contemporaine. L'originalité des analyses développées est qu'elles mobilisent une approche interdisciplinaire, combinant la sociologie, la géographie et la science politique, et qu'elles s'appuient sur un riche matériau empirique qui permet à la fois de contextualiser les comportements électoraux et de cerner les clivages politiques

et les fractures socio-territoriales au sein de la société tunisienne. Un apport important de cet ouvrage est aussi de montrer qu'en faisant émerger la figure de l'électeur, les transformations politico-institutionnelles ouvertes par les « soulèvements arabes » suscitent non seulement un regain d'intérêt pour l'analyse des comportements électoraux, mais contribuent aussi à renouveler les questionnements et les analyses relatives aux processus électoraux dans les pays de la région.

H O R A I R E S

Horaires d'ouverture de la salle de lecture

Janvier-juin / septembre-décembre :
les jours ouvrables,
du lundi au vendredi

9h -17h

Juillet : les jours ouvrables, du
lundi au vendredi : 8h30 à 14h30



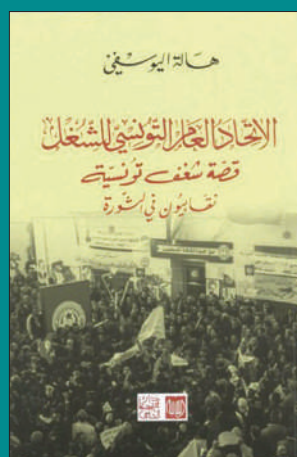
VIENT DE PARAÎTRE

Héla YOUSFI, 2016, *L'UGTT, une passion tunisienne. Syndicalistes en révolution*, Tunis, Edition Med Ali.

Plus qu'un syndicat classique et autre chose qu'un parti politique », c'est ainsi que la chercheuse en sociologie, Héla Yousfi, a défini l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens dans son nouveau livre « L'UGTT, une passion tunisienne » (investigation sur les syndicalistes durant la révolution 2011-2014).

Yassin TEMLALI, 2015, *La Genèse De La Kabylie. Aux Origines de l'affirmation berbère en Algérie (1830-1962)*, Cultures, Barzakh.

Comment s'est construite l'affirmation berbère en Algérie et plus particulièrement dans le cas de la Kabylie ? Yassine Temlali son objectif est de restituer le cadre historique dans lequel, entre 1830 et 1962, est née une conscience culturelle et politique berbère (kabyle), de façon concomitante avec la naissance de ces entités modernes que sont la nation algérienne, la Kabylie... » Un livre passionnant et salutaire qui entend dépasser la guerre des « récits identitaires » en Algérie.



Responsable de la Lettre de l'IRMC : **Karima DIRÈCHE**
Responsables éditoriaux : **Romain COSTA** et **Claire MÉNÉTRIER**
Responsable de la communication : **Hayet NACCACHE**
Conception graphique et PAO : **Besma OURAÏED-MENNEÏ**

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS

Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376

E-mail : direction@irmcmaghreb.org

Site internet : www.irmcmaghreb.org